

Pages 18 à 21 : une nouvelle étape pour la NAR.

Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE - 27 DÉCEMBRE 2021 - N° SPÉCIAL 1224 - 51^e ANNÉE - 5 €

Henri, comte de Paris
et ses petits-fils Jean et
Eudes, le 27 septembre 1987
à Amboise.



50 ans de combat

Une histoire, un bilan, des perspectives

Un anniversaire, c'est l'occasion de regarder dans le rétroviseur, de dresser un bilan et de se tourner vers l'avenir pour tracer des perspectives. C'est ce à quoi nous nous sommes livrés dans ce numéro spécial consacré au 50^e anniversaire de la Nouvelle Action royaliste en mettant cependant l'accent sur les combats qui restent à mener.

Quand nous regardons dans le rétroviseur, force est de constater que rien n'était écrit d'avance : ni la rupture totale avec Maurras, ni le regard nouveau porté sur De Gaulle et les institutions de la V^e République, ni la présentation de candidats aux élections, ni l'amélioration des relations avec la famille de France et notamment le comte de Paris,

Henri VI... Il n'était pas non plus écrit que de nombreux intellectuels et politiques, et non des moindres, participeraient à nos débats et contribueraient à notre progression.

Le bilan, il appartiendra aux historiens et autres chercheurs de le faire, mais nous pouvons déjà affirmer que la NAR aura marqué l'histoire du royalisme et, plus modestement, de notre époque en raison de ses succès et malgré ses échecs. Nous aurions également pu titrer « 50 ANS DE COMBAT(S) », au pluriel. 50 ans pour « dépoussiérer » l'idée même de monarchie, comme le souligne ici Laurent Henninger. 50 ans pour repenser l'économie, les relations sociales, la politique étrangère et la place à part que pourrait

occuper la France dans une Europe en déliquescence et un monde en quête de nouveaux équilibres. 50 années de lutte pour les libertés publiques, contre les extrêmes et l'oligarchie, pour la dignité des femmes et des hommes. Le tout, à travers différents médias, dans les syndicats, des associations, mais aussi sur le terrain du militantisme plus classique.

Les perspectives, enfin, elles existent dans tous ces domaines sur lesquels il nous reste énormément à dire, plus particulièrement en matière d'écologie scientifique et politique. Elles existent, aussi, ne serait-ce que parce que la monarchie s'incarne dans une famille. Il appartiendra aux nouvelles générations de royalistes, de s'y atteler. Le combat continue ! ■



Les dirigeants de la NAR en 1977 : Gérard Leclerc, Yvan Aumont, Jacques Beaume, Yves Lemaignan, Bertrand Renouvin, Arnaud Fabre et Michel Giraud.

50 ans de fidélité royaliste

Entretien avec Bertrand Renouvin.

Rarement présente dans les grands médias, la Nouvelle Action royaliste est surtout connue par son journal et par les Mercredis de la NAR, ce qui lui donne une réputation de cercle intellectuel. Or les réflexions qui alimentent notre projet royaliste et notre programme sont bien entendu stimulés par les dialogues dont *Royaliste* se fait l'écho mais aussi par une somme d'expériences concrètes, individuelles et collectives, que Bertrand Renouvin évoque.

La NAR s'est d'abord appelée la Nouvelle Action française (NAF). Quelles furent les raisons qui vous ont amené en 1971 à rompre avec les héritiers de Maurras et à fonder un nouveau mouvement ?

Bertrand Renouvin : Nous constatons un décalage croissant et toujours plus insoutenable entre les thématiques de l'Action française, les débats qui se déroulaient dans notre pays et les attentes de la jeunesse étudiante. Les événements de Mai 1968 ont souligné l'ampleur de ce décalage et tous nos efforts pour secouer une direction sclérosée ont été vains.

Il fallait donc partir. La décision a été prise par Yvan Aumont, Gérard Leclerc et moi. Nos jeunes camarades étaient plus qu'impatients. Nous avons été soutenus par des amis appartenant à une génération plus ancienne – je pense à Yves Lemaignan et à Jacques Beaume.

Quelles furent les grandes étapes du changement de cap intellectuel et politique de ce mouvement au cours des années 70 ? Quels penseurs, quelles personnalités vous ont alors influencés ?

Je veux d'abord rendre hommage à Pierre Debray, aujourd'hui bien oublié. Sa personnalité détonnait à l'Action française. Il avait fait de la Résistance – il participait à la manifestation du 11 Novembre 1940 – avait animé l'association France-URSS et collaboré au très progressiste *Témoignage chrétien* avant de rejoindre *Aspects de la France* sous l'influence de Pierre Boutang. Il tenait la chronique des idées et c'est grâce à lui que nous avons lu Lewis Mumford, Claude Léfort, Cornélius Castoriadis... Au moment de la scission, Pierre Debray nous avait donné d'excellents conseils pratiques puis il a pris ses distances et s'est engagé sur le terrain religieux.

Après la création de la NAF, nous sommes entrés en relation avec Pierre Boutang, avec les anciens de *La Nation française*, avec les gaullistes de gauche, avec Maurice Clavel... Nous lisions Edgar Morin, Georges Friedmann – son livre sur Le travail en miettes – et nous avons été très influencés par le philosophe Claude Bruaire, trop tôt disparu. J'étais devenu keynésien au cours de mes études et notre rencontre avec François Perroux, qui fut jusqu'à la fin de sa vie un ami très fidèle, fut déterminante.

À partir de 1974 et jusqu'en 1981, la NAR est très active sur le plan électoral. Pour quels résultats ? Quelle expérience en tirez-vous ?

Avec de très maigres résultats, notre participation à l'élection présidentielle de 1974 nous a fait reconnaître comme des acteurs, certes marginaux mais effectifs, dans le

jeu démocratique. Notre participation à des élections municipales et à des législatives entre 1976 et 1993 nous a permis de faire reconnaître plusieurs de nos camarades comme des acteurs locaux de la vie publique, qui se sont inscrits dans le débat partisan et dans la vie associative.

Les années 70 et 80 se traduisent également par le rapprochement avec la Maison de France. Comment s'est créée et poursuivie cette relation ?

Le comte de Paris m'a invité à la Fondation Condé en 1975. À la fin de notre conversation, il a souhaité rencontrer des militants de la NAR. Chaque semaine, j'accompagnai dix de nos camarades pour des entretiens qui duraient deux ou trois heures. Puis nous avons organisé des groupes de réflexion. J'ai également accompagné à Chantilly de nombreuses per-

sonnalités que le Prince souhaitait voir ou revoir : Pierre Boutang, Maurice Clavel, Roger Pannequin, ancien dirigeant communiste et résistant exemplaire... La NAR a bien sûr assuré la promotion des livres que le comte de Paris a publiés : *Les Mémoires d'exil et de combat*, la *Lettre aux Français*, *L'avenir dure longtemps*...

Pendant toutes ces années, nous avons travaillé en étroite relation avec l'Association des Amis de la Maison de France, créée en 1984 par Stéphane Bern, et qui publiait *Alliance royale*. C'est avec Stéphane que nous avons préparé la grande réunion d'Amboise au cours de laquelle les princes Jean et Eudes ont reçu leur titre.

1981 marque un nouveau tournant avec le soutien apporté par la NAR à François Mitterrand, puis son engagement dans la majorité présidentielle. Quel bilan tirez-vous de ces « années Mitterrand » ?

Le dialogue avec le président de la République a été d'un grand intérêt et nous avons pu argumenter auprès de lui contre le quinquennat. À l'Élysée, nous avons eu de fructueuses discussions avec Jean-Louis Bianco et Anne Lauvergeon. Nous avons été très critiques avec les gouvernements de gauche et avec le Parti socialiste mais les discussions étaient franches. Au Conseil économique et social, j'ai pu faire d'utiles rapports sur la francophonie puis sur l'Est européen.

Le comte de Paris s'est lui-même rapproché du président Mitterrand au cours de cette période. Comment a fonctionné cette relation ? Et quel rôle y a joué la NAR ?

Ils se connaissaient depuis l'avant-guerre puisque François Mitterrand est venu voir le Prince au Manoir d'Anjou en Belgique. Tous deux ont évoqué avec moi ce souvenir. Ils se sont souvent revus après 1981 surtout à l'occasion du Millénaire capétien – et nous avons activement participé à cette

commémoration. En 1987, le Prince a exprimé son souhait de voir François Mitterrand se représenter, lors d'un déjeuner à l'Élysée, puis il s'est exprimé en ce sens dans la presse... et la NAR s'est engagée aux côtés des socialistes mitterrandistes dans la pré-campagne en organisant les comités « Avec Mitterrand ».

Les années quatre-vingt et 90 marquent de nouvelles

revue avait été créée pour accueillir ceux qui réfléchissaient à un rassemblement patriotique fondé sur un solide corps de doctrine et la revue a gardé cet esprit d'ouverture et de dialogue avec d'éminents penseurs – Emmanuel Lévinas, Georges Balandier, Edgar Morin, le général Gallois...

En 2002, le mouvement s'engage dans une autre aventure politique, celle du Pôle répu-

comme une composante du « souverainisme ». Vous récusiez pourtant cette appellation. Pourquoi ?

Parce qu'il mêle deux tendances antinomiques : le nationalisme, classique ou identitaire, qui ethnicise la nation, et le patriotisme qui se vit dans la fraternité et dans le souci de l'unité nationale.

Quelles ont été, au cours de ce demi-siècle, vos relations avec les organisations royalistes à l'étranger ? Et votre action à l'international ?

Dans les années 80, nous avions noué de cordiales relations avec les Portugais et les Italiens puis avec les Albanais au début de ce siècle-ci. Nous avons évoqué dans *Royaliste* nos rencontres avec Michel de Roumanie, Siméon de Bulgarie, Alexandre de Yougoslavie...

Notre soutien aux dissidents de l'Est puis aux Algériens du Front des forces socialistes et l'aide que nous avons apportée à des étudiants russes et de plusieurs pays d'Asie centrale sont pour nous de beaux souvenirs de fraternité internationale.

Que reste-t-il de la NAR des origines ? En quoi a-t-elle profondément changé et, avec elle, la vision que l'on peut avoir du royalisme ?

Il reste l'essentiel : notre fidélité royaliste. C'est cette fidélité que nous voulions renforcer en sortant de l'émigration intérieure dans laquelle le maurrassisme nous enfermait. Nous voulions servir le comte de Paris, et nous l'avons fait et c'est sous son égide que la NAR a réintégré la vie démocratique et réinscrit le royalisme dans l'histoire millénaire de la France. Nos réflexions, nos expériences concrètes et nos rencontres avec d'innombrables citoyens nous ont permis de mieux comprendre la France et les institutions. Notre projet politique s'est amplifié et précisé et nous sommes prêts plus que jamais pour le rassemblement patriotique auquel nous appelons depuis si longtemps. ■

Propos recueillis par François Renié.

LES 50 ANS DE LA NAR

Le film



à visionner et partager sur notre chaîne

<https://www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste>

évolutions de la NAR dans le domaine des idées, qu'il illustre l'aventure de la revue *Cité*. Comment les caractérisiez-vous ?

Il y a notre participation aux campagnes contre la xénophobie et dans ce qu'on appelle les « quartiers difficiles », notre participation au grand mouvement social de 1995 – puis aux manifestations de 2006 contre le CPE et de 2010 contre la réforme des retraites. Cela s'est fait avec des équipes militantes renouvelées – par exemple celle qui a animé « Jeune et Royaliste » à la fin des années quatre-vingt, et l'équipe de notre fédération parisienne. Nous avons utilisé très vite les nouvelles techniques de communication, à commencer par le Minitel : la NAR était sur un site qui lui a permis de répondre à des milliers de questions.

Il y avait aussi des sessions régionales, à Angers, à Troyes ensuite, qui fournissaient à *Cité* de solides dossiers. Cette

blicain de Jean-Pierre Chevènement. Quel fut le rôle de la NAR et quel bilan en tirez-vous ?

Nous avons rejoint le Pôle républicain parce qu'il constituait le rassemblement patriotique en vue duquel nous militions depuis 1975. Nous y avons retrouvé nos amis gaulistes, des socialistes patriotes, des anciens du Parti communiste, de grandes figures de la Résistance. C'est d'ailleurs la dernière fois que des héritiers des forces constitutives de la France combattante se sont retrouvées... La campagne a été un échec et nous n'avons pas pu poursuivre l'aventure du Pôle républicain, mais nous avons noué à cette occasion de solides amitiés et nous avons montré, une nouvelle fois, que les militants de la NAR pouvaient jouer leur rôle dans une campagne d'envergure.

Depuis le référendum de 2005 sur le traité européen, certains voient la NAR

Ce que nous sommes

Dans notre patrie confrontée aux multiples conséquences de la crise économique, sociale et écologique, la confusion politique accroît les incertitudes et s'ajoute aux angoisses provoquées par la menace terroriste. Face à des enjeux considérables, les activités de la Nouvelle Action royaliste et les engagements de *Royaliste* peuvent sembler dérisoires.

À quoi servons-nous, si la réalisation du projet royaliste est improbable à moyen terme et si nos contributions au débat public sont minimes dans le champ médiatique et n'y suscitent que peu d'échos ? Ces questions existentielles méritent des réponses précises.

Nous sommes un tout petit mouvement politique qui, faute de pouvoir nouer des alliances partisans dans le moment présent, se concentre sur les tâches de la réflexion. Nous fonctionnons comme une société de pensée, sans capacités financières, mais qui bénéficie des moyens offerts par Internet et par les réseaux sociaux. La diffusion des idées s'en trouve considérablement accrue, surtout si cette diffusion est systématisée par un réseau militant qui est lui-même relié à d'autres réseaux partageant peu ou prou les mêmes orientations politiques.

Le rôle des sociétés de pensée dans la formation de l'esprit public et dans les révolutions politiques étant attesté par maints historiens, les complexes liés à la petite taille et à la pauvreté n'ont pas lieu d'être. Notre contribution au débat public est spécifique mais jamais séparée des enjeux collectifs. En voici le schéma :

[Le récit national]

Ce n'est pas à nous de le définir mais nous voulons y apporter notre contribution selon un rapport précis à l'histoire. Nous ne sommes pas historiens, mais nous nous plaçons sous l'égide de la recherche historique et nous sommes attentifs à plusieurs écoles. C'est dans le respect du métier d'historien que nous voulons participer au travail de la mémoire nationale dans une perspective unifiante (nous assumons toute l'histoire de France) tout en soulignant l'apport de la monarchie et le rôle positif qu'ont pu jouer divers courants et personnalités royalistes.

Nous sommes bien entendu particulièrement attentifs à nos propres filiations : légistes de l'ancienne monarchie, grands serviteurs de l'État en voie de formation (Colbert, Richelieu), monarchiens de 1789 et monarchistes libéraux des XVIII^e et XIX^e siècles, christianisme social, gaullisme de gauche.

Nous prenons place, comme patriotes français et sans aucune volonté d'accaparement, dans les cérémonies mémorielles : millénaire de la France en 1987, bicentenaire de la Révolution en 1989,

mémoire de la Résistance et de la Déportation, hommage aux vainqueurs des deux guerres mondiales à l'occasion du centenaire de la victoire de 1918.

[Notre souci politique]

Ce souci ne s'exprime pas de manière singulière mais selon les concepts communs – la République comme idéal du bien commun, la nation comme unité forgée par l'histoire et le droit, la souveraineté, l'État comme mode d'organisation du droit – et selon les principes communs de liberté, d'égalité et de fraternité. Nous démontrons qu'il est insensé d'opposer la « République » conçue comme un régime alors qu'elle est, au-delà de tout régime, le Politique en tant que tel et une « Monarchie » idéologisée – de surcroît figée dans une vision étreinte de l'absolutisme.

Nous regardons les institutions de la nation selon leur évolution historique et jugeons positive l'instauration de la V^e République gaullienne, que nous définissons comme une monarchie élective, démocratique et parlementaire qui peut se transformer en monarchie royale par consentement populaire exprimé au suffrage universel. Nous défendons la laïcité, résultat d'une dialectique multi-séculaire dans laquelle la monarchie capétienne a joué un rôle important.

[La question royale]

Elle reste en suspens parce que l'engagement du prince Jean de France est encore trop discret pour qu'il soit reconnu comme un recours par une sortie notable de l'opinion publique. Cette défaillance ne ferme pas la perspective de l'instauration d'une monarchie royale : elle la diffère sans nous condamner à une attente stérile.

C'est que les royalistes de la NAR ont toujours été et demeurent des citoyens engagés : nous voulons préserver l'acquis institutionnel, défendre l'unité nationale, revenir sur les abandons de souveraineté, agir selon l'esprit des révolutions de 1789, 1830, 1944 et 1958. Cela signifie que nous partageons les soucis et les engagements de très nombreux citoyens, patriotes de droite et de gauche, gaullistes, socialistes, communistes, « souverainistes » selon le terme ambigu qui s'est répandu. Les Mercredis de la NAR sont pour eux tous, depuis 40 ans, l'oc-



casion d'écouter des conférenciers de grande qualité et de participer aux débats.

[La question de l'unité des royalistes]

Cette question est pour nous inopportune. Un parti royaliste unifié nuirait au prince qui voudrait être l'homme de la nation – et il faut se souvenir que l'action du comte de Paris a été conçue et menée contre l'Action française qui monopolisait alors l'expression royaliste. Le chef de la Maison de France entretenait d'excellentes relations avec Pierre Mendès-France sous la IV^e République, avec le général de Gaulle puis avec François Mitterrand sous la V^e – trois hommes d'État honnis par l'Action française.

Une unification des courants royalistes réputés « orléanistes » supposerait de larges convergences sur l'histoire nationale, sur les révolutions institutionnelles, sur les principaux enjeux politiques... Entre les héritiers de l'Action française nationaliste, antidémocratique, antiparlementaire, parfaitement antirépublicaine et la Nouvelle Action royaliste patriote, démocrate, parlementariste et rigoureusement républicaine, les oppositions sont insurmontables comme nous l'avons constaté en juin 2010 ou encore au printemps 2019 après quelques heures de confrontation.



Flickr D.R.

[Nos engagements politiques]

Ils nous tiennent éloignés des polémiques entre royalistes et du spectacle folklorique organisé autour d'un prétendu « roi Louis XX » par de prétendus « légitimistes ».

Nous sommes engagés dans les luttes sociales. Tout en respectant le principe de l'autonomie des syndicats par rapport aux partis et mouvements politiques, nous avons participé, en tant que militants d'un syndicalisme de résistance ou comme sympathisants, à tous les mouvements qui ont marqué l'histoire sociale de notre pays depuis la grève du « Joint français » en 1971. Nous avons tout particulièrement appelé au soutien des grèves de 1995, des manifestations contre le Contrat Première Embauche en 2006, contre la réforme des retraites en 2010 et à nouveau en 2019.

Nous sommes engagés dans la bataille pour l'indépendance nationale avec pour cibles principales l'euro et l'Otan. Nous avons dénoncé le « Marché unique » et si nous avons accepté le traité de Maastricht, c'était pour que l'Allemagne soit strictement encadrée. Nous nous sommes fermement opposés à tous ceux qui attisaient la guerre civile en Yougoslavie et avons manifesté contre le

bombardement de la République fédérale de Yougoslavie en 1999. Après avoir dénoncé le danger de la prétendue « monnaie européenne » lors de sa mise en circulation nous avons milité pour le Non au référendum sur le prétendu « Traité constitutionnel européen » et dénoncé le déni de démocratie commis lors de la signature du traité de Lisbonne.

Nous avons pour référence le courant hétérodoxe en économie – en référence, avec toutes les distinctions nécessaires, aux œuvres de Keynes, de François Perroux, de Jacques Sapir. Nous réfléchissons aux conditions qui permettront le rétablissement et le développement de l'État social établi à la Libération. Contre l'écologisme politicien et le courant climato-sceptique, nous sommes en train de définir un projet écologique, à inscrire dans la planification nationale et dans la politique extérieure de la France. Contre les dérives induites par l'exploitation idéologique et commerciale d'Internet et des réseaux sociaux, nous voulons que l'État mette en œuvre un plan de reconquête de la souveraineté numérique et de protection de la liberté des citoyens.

Face au Front national qui recueillait un nombre croissant de suffrage en dénonçant le mondialisme, l'establishment et surtout l'immigration au nom d'une conception ethnique de la nation, nous avons défendu le principe multisé-



culaire du droit du sol et la conception française de la nationalité et rejoint les associations et mouvements qui dénonçaient la xénophobie. Cette action ne s'est pas limitée aux manifestations de rue. Nous avons soutenu des associations et des actions militantes dans les quartiers et nous avons soutenu l'intégration de nombreux immigrés venus de l'Est européen, de Russie, d'Asie centrale et d'Afrique. Tous sont devenus Français et nous sommes aujourd'hui heureux de voir grandir leurs enfants.

Quand se dessinait la crise terminale de l'Union soviétique, nous avions repris le projet gaullien de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural. Alors que l'Union européenne est proche de l'effondrement, nous travaillons dans la perspective d'une Europe des États souverains, continentale et confédérale. Quant à l'Europe, nous insistons sur la fonction bienfaisante des monarchies royales actuellement instituées sans pour autant négliger les évolutions politiques qui marquent l'ensemble des nations européennes.

[Nos alliances]

Débatues et votées lors des congrès annuels de la Nouvelle Action royaliste, les motions qui forment son programme fixent la ligne politique de Royaliste et déterminent les alliances possibles.

- Le projet de ré-institution d'une monarchie royale nous est bien entendu spécifique mais tous les éléments de notre programme peuvent être partagés avec d'autres formations politiques républicaines et démocratiques.

- Depuis 1974, nous avons privilégié les alliances avec les mouvements gaullistes. Après 1981, nous avons milité pour la formation d'une quatrième composante de la majorité présidentielle, là encore aux côtés des gaullistes puis avec le Mouvement des Démocrates de Michel Jobert, brièvement avec France unie après la réélection de François Mitterrand en 1988 puis nous avons intégré la direction du Pôle républicain en 2002 pour la campagne de Jean-Pierre Chevènement.

Ces rassemblements auxquels nous étions publiquement partie prenante ont tour à tour échoué et aucune alliance n'a pu être conclue depuis 2002. Mais nous demeurons persuadés que la reconstitution d'un « *parti des politiques* » est possible. ■

pour le comité directeur de la NAR

NICOLAS PALUMBO ET BERTRAND RENOUVIN

Les chemins de l'indépendance

Les analystes qualifiés ne cessent de nous le répéter sur tous les tons. La France n'est qu'une puissance moyenne et elle ne peut plus à elle seule peser sur le cours de l'Histoire. Et pourtant...

Depuis cinquante ans, la NAR ne cesse de rappeler aux européistes et autres mondialistes distingués quelques réalités qui dérangent. La France fait partie des huit premières puissances économiques mondiales malgré la montée en puissance de la Chine et de l'Inde. Elle possède le deuxième domaine maritime mondial, possède des territoires sur presque tous les continents. C'est une puissance nucléaire et elle fait partie des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Elle possède un très important réseau d'ambassades et de centres culturels français à l'étranger qui contribuent à son prestige international. C'est encore une puissance industrielle et agricole malgré toutes les vicissitudes qu'elles a dû affronter depuis cinquante ans. Bref, si ce tableau est axé uniquement sur les points forts de la nation française et laisse de côté délibérément ses faiblesses, c'est pour tordre le cou à un déclinisme de bon aloi dans les médias.

Il n'y aurait pas d'autre alternative que de se fondre dans un ensemble plus vaste et, comme le souhaitent certains leaders européens, de voir la France céder son siège au Conseil de sécurité des Nations unies à l'Union européenne. Revendication absurde parce qu'impossible à réaliser en droit : seuls les États siègent à l'ONU et l'Union européenne, pas plus qu'une autre organisation internationale, ne peut occuper un siège. Et si effectivement de grands ensembles montent aujourd'hui en puissance comme la Chine, l'Inde, la Russie, faut-il rappeler que ce sont d'abord et avant tout des nations.

Comme toutes les nations, la France a des intérêts et se doit de les défendre. Depuis cinquante ans, nous avons contesté que les différentes institutions européennes puissent le faire pour nous. Au-delà des politiques de



WIKIMÉDIA PHOTO : CHRIS STUBE.

coopération industrielles ou agricoles qui ont pu porter leurs fruits, il faut rappeler que l'UE est un lieu d'affrontement entre « Étameurs », que la monnaie unique ne profite qu'à une poignée d'États et que construire une politique étrangère et de défense européenne supposerait une convergence de vue et d'intérêts, ce qui n'est pas le cas. La relation de l'UE à la Russie à la Chine et aux États-Unis est loin de faire l'unanimité des « Étameurs ». Sans oublier l'éternel slogan de la souveraineté européenne qui

supposerait un peuple, un État européen qui n'existent pas.

Que faire ? Reconstruire une Union européenne des coopérations, qui prenne en compte la réalité des États, sans refuser dans certains domaines une petite part d'intégration. Agir en faveur d'un nouvel équilibre international, qui prenne en compte les impératifs écologiques planétaires et contribuer à l'élaboration avec d'autres d'un nouveau modèle de développement. Défendre les droits de l'Homme tout en sachant qu'on ne peut pas travailler qu'avec les États qui

les respectent. Sortir du commandement intégré de l'Otan qui n'est pas une alliance mais un instrument mis à la disposition des États-Unis partout dans le monde, avec les succès que l'on sait. Moderniser notre outil de défense afin de lui donner les moyens d'intervenir partout où nos intérêts sont en jeu. Faire en sorte que notre nation ait encore envie de faire entendre sa voix. Un vaste programme qui s'inscrit dans la durée et exige un pouvoir politique qui sache donner du temps au temps. ■

MARC SÉVRIEN.

Pour une autre Europe

L'autre Europe, l'expression n'est prononcée qu'avec condescendance par les tenants de la construction européenne actuelle. Il n'y a pas de plan B, disaient-ils en 2005. Hors de l'Union Européenne, point de salut. Et pourtant, cette autre Europe est déjà une réalité, une réalité qui se décline sous différents traits.

Il y a le Conseil de l'Europe, fondé dès 1949, qui regroupe plus de quarante États et qui est en charge de la défense des droits de l'Homme. Il y a aussi l'AELE (Association Européenne de Libre-Échange) organisation rivale de la CEE et qui perdure aujourd'hui même si elle est moribonde. N'oublions pas la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, née de la détente entre les deux blocs Est et Ouest, dont certains États-

membres ne sont certes pas européens ou pas seulement, mais c'est pourtant bien de la paix en Europe qu'elle traite.

Et puis l'Union Européenne elle-même recouvre des réalités diverses selon les domaines. La monnaie unique réussit ce tour de force d'être tout sauf unique. Le programme Erasmus fonde son succès sur le fait que son champ d'application a très largement dépassé les frontières de l'UE. Et l'Union Européenne accomplit cet exploit de se transformer en religion qui exige de ses sectateurs une obéissance absolue, sous peine pour eux d'être voués aux feux de l'Enfer. C'est cette Europe aveugle aux réalités de l'Europe qu'il faut déconstruire pour établir des Europes plurielles adaptées aux besoins de tous. ■ M. S.

Couronner la démocratie

Sous l'égide du comte de Paris et des gaullistes de gauche, nous avons mené une critique constructive de la V^e République et des collectivités décentralisées.

C'est en évoquant son long dialogue avec le général de Gaulle que le comte de Paris nous a fait comprendre les institutions de la V^e République. Et c'est en conversant avec le Prince que nous avons réfléchi sur les institutions, que nous eûmes le privilège de vivre de l'intérieur pendant les deux septennats de François Mitterrand. Tout au long de cette période, nous avons travaillé sous le regard vigilant de Frédéric Grendel, ancien rédacteur en chef de *Notre République* qui voyait en *Royaliste* l'héritier de l'hebdomadaire qu'il avait dirigé, sous le regard non moins vigilant du général de Gaulle.

L'idée qui commande notre projet, c'est la transformation de la monarchie élective en monarchie royale avec le consentement des Français exprimé par un référendum portant sur les articles 6 et 7 de la Constitution. Nous n'avons jamais caché la difficulté de l'entreprise, qui dépend de la capacité d'un prince à incarner une autorité symbolique, effectivement arbitrale, pour la nation tout entière. Nous avons simplement la possibilité de montrer un chemin qui va beaucoup plus loin qu'une réforme de la Constitution. Il s'agit de renouer un fil historique brisé



WIKIMÉDIA - PHOTO : MARTIN ROBSON

dans l'ordre symbolique par la Révolution de 1848 mais partiellement rétabli par les monarchistes libéraux lors de la fondation de la III^e République, puis par les hommes d'État qui, avant 1940, ont réaffirmé la « puissance de gouverner » – sans résoudre la question du pouvoir politique.

La Constitution de la V^e République a réorganisé les relations dialectiques entre le Pouvoir, l'État et la Nation mais sans combler la faille symbolique dont le président de la République est tantôt acteur, tantôt victime. De Gaulle est l'artisan de l'unité mais dans de violents conflits internes, pendant la guerre d'Algérie et en 1968. Ses successeurs ne parviennent pas à se libérer de

leurs solidarités de classe ou de parti : nous avons vu cela de loin avec Giscard d'Estaing, de très près avec François Mitterrand. Ensuite, les présidents n'ont plus caché qu'ils étaient les porte-parole de leurs groupes de soutien. C'est en royalisant la présidence de la République que l'arbitrage effectif peut être réalisé.

Le principe arbitral n'est pas recherché pour la beauté d'une symbolique fleurdelisée mais parce qu'il permettrait une pratique constitutionnelle conforme au texte de 1958. Dès lors que le chef de l'État maintient son action dans le cadre défini par la Constitution, le Premier ministre peut effectivement déterminer et conduire la politique nationale

à la tête d'un gouvernement responsable devant l'Assemblée nationale. Le rôle du Parlement en serait d'autant plus revivifié que la NAR propose que le Sénat soit élu au suffrage universel et à la proportionnelle intégrale – afin que toute la diversité du pays soit représentée.

Fidèle à la grande tradition du libéralisme politique soucieux d'organiser de façon équilibrée le jeu des pouvoirs exécutif et législatif, la NAR ne pouvait qu'être hostile au quinquennat qui confond le rôle du président de la République et celui du Premier ministre et qui réduit encore le rôle du Parlement – dès lors que le chef de l'État devient, à la suite d'élections législatives réussies, le chef de la majorité parlementaire.

Il faudrait également renforcer la démocratie, par le recours régulier au référendum, par l'instauration d'une démocratie participative par le biais des commissions du Plan et par le développement de la démocratie locale. Favorable à la décentralisation – malgré les mises en garde de ses amis gaullistes – la NAR a exprimé sa déception quant à sa mise en œuvre après 1982, tout en insistant régulièrement sur le rôle majeur de la commune. Quant aux départements et aux régions, de nouvelles lois sont à écrire mais il sera nécessaire de consulter les Français avant toute nouvelle réorganisation du territoire. ■

YVES LANDEVENEC.

Des erreurs et des fautes

■ **Le chaudron originel.** - Dans l'atmosphère survoltée de l'après-mai 68 et les trois premières années qui ont suivi la scission, nous avons additionné des analyses où un maurrassisme gauchi trempait dans un tiers-mondisme niais mais gaullisé, qu'assaisonnait le révolutionnarisme à la mode. Groupe en fusion, la NAF s'est acheminée vers la NAR, à la faveur de notre participation à l'élection présidentielle de 1974 et de notre rencontre avec le comte de Paris.

■ **Cette révolution qui ne vient pas.** - Nous avons souvent annoncé des bouleversements sociaux qui ne se sont pas produits ou qui se sont limités à des grèves sans lendemains. Comme tous les militants, nous pensons que

l'annonce de l'événement favorise sa réalisation. C'est rarement le cas.

■ **Maastricht ?** - Notre Oui au référendum de 1992 a surpris et parfois choqué. Pour justifier cette prise de position, nous avons rappelé qu'un tournant détestable avait été pris lors de la signature de l'Acte unique en 1986, que nous restions opposés à toute union monétaire, que le traité de Maastricht était un acte politique, rendu nécessaire par le souci de bien arrimer l'Allemagne. Le comte de Paris n'était pas sur cette ligne et de nombreux sympathisants de la NAR ont voté Non avec lui. Le Oui était raisonnable sur le moment mais l'histoire a donné raison aux adversaires de Maastricht.

■ **L'euro** - C'est notre plus grosse erreur. Pendant des années, j'ai affirmé que le passage à l'euro ne se ferait pas, qu'il n'y avait pas de monnaie sans État parce que la monnaie était par définition l'acte d'un pouvoir souverain. J'ai exposé mes thèses dans un livre dont le titre sonnait comme un défi : *Le Krach de l'euro*. Ce krach n'a pas eu lieu et le changement de monnaie s'est opéré rapidement, sans soulever d'opposition. J'ai publié une longue autocritique dans *Royaliste* (n° 788), et nous avons constaté avec amertume que les effets négatifs de la prétendue « monnaie européenne » ne soulevait pas la moindre émotion à gauche et dans le syndicalisme de résistance.

BERTRAND RENOUVIN.

Changer l'économie

Depuis sa création, la NAR rejette la primauté de l'économie sur le politique, le social et l'écologie. La catastrophe en cours nécessite de définir de façon urgente les termes de ce changement de paradigme.

Il en est de l'économie comme de ces rivières qui, gonflées par des pluies torrentielles, sortent de leur lit et divaguent, emportant tout sur leur passage, causant des dommages aux hommes et à leur environnement, guidée par le seul appât du gain. Elle dicte aux peuples leurs comportements et aux États leur politique.

Les choses ont empiré au milieu des années 1970 avec l'avènement du capitalisme financier et la domination des actionnaires et des acteurs de marché. François Perroux mettait déjà en lumière en 1969 (1) deux types de domination caractéristiques des sociétés modernes : celle des groupes dominants et de leur idéologie, qui s'exerce notamment à travers l'organisation du travail et des relations sociales, et celle des techniques de production sur les conditions de travail et d'existence des travailleurs. Selon Gilbert Bardon (2), disciple de cet économiste visionnaire qui a accompagné la NAR dans sa réflexion, cette idéologie définie par le consensus de Washington repose sur le moins d'État, la dérégulation du commerce international et

de la finance, l'ouverture inconditionnelle des frontières pour faciliter le négoce, l'indépendance des banques centrales, la course à la productivité, la croyance au marché autorégulateur et la politique de l'offre.

Quant aux techniques de production, la domination s'effectue à travers ce que Gilbert Bardon appelle l'automatisation et l'informatique dont la maîtrise suppose deux types de travailleurs : les cadres, ingénieurs et techniciens hautement qualifiés, d'une part, et les travailleurs sans qualifications, d'autre part « voués à des tâches subalternes, sans perspective d'avenir et sans pouvoir sur le fonctionnement de l'entreprise et de la société. La précarité est leur lot, l'exclusion un danger permanent ».

L'enjeu, aujourd'hui, plus encore qu'hier est de remettre l'économie à sa place, de la réencastrier dans le social et le vivant. Dès 1975, René Passet montrait que l'économie n'est qu'un sous-ensemble du social, lui-même inclus dans la biosphère, et qu'à ce titre, elle n'a à dicter ses lois ni à l'un ni à l'autre.

Dans cette perspective, le changement de paradigme économique – qui consiste à passer d'une économie dont les ressorts sont la croissance effrénée de la production et l'accumulation à une économie dont la finalité deviendrait le « plein développement des



PIXABAY PHOTO GERALT.

hommes » (1) par la satisfaction de leurs besoins fondamentaux dans le respect de leur environnement – devient non seulement une évidence, mais aussi une nécessité. Non plus produire plus pour accroître la productivité, mais produire mieux pour satisfaire les besoins essentiels de la personne (santé, éducation, culture, logement, ...); non plus une finance orientée vers la rente, mais vers l'investissement; non plus des entreprises qui soumettent les salariés, mais des entreprises qui associent les travailleurs à leurs orientations stratégiques dans le cadre d'une participation bien comprise; non plus un État au service de l'oligarchie, mais un État garant de l'intérêt général dans le souci du bien commun.

Changer de paradigme économique passe par la « recons-

truction écologique », pour reprendre l'expression de Gaël Giraud, qui la préfère à celle de transition écologique. En effet, ce dernier terme « véhicule un imaginaire lisse, tranquille, comme si cela allait se faire sans accroc et sans conflit social. Ce n'est pas vrai ». Le registre de la « reconstruction » suggère, quant à lui, « le constat qu'il y a déjà énormément de casse et l'idée que nous devons être volontaristes », ce que nous ne parviendrons pas à être sans un « État stratégique » (3), qui renouerait avec la planification à la française. ■

NICOLAS PALUMBO.

(1). François Perroux interroge Herbert Marcuse... qui répond, Aubier Montaigne, Paris 1969.

(2). Pour une société du plein développement de l'homme chez François Perroux, Paris 2011.

(3). Dans un entretien accordé à Médiapart.

Dès sa naissance la NAR s'est opposée à la vision « naturaliste » des écologistes pour lui substituer une vision « environnementale », où l'homme occupe une position centrale. Non pas en termes de domination, comme on le pense le plus souvent, mais en termes de responsabilité et d'interactions. L'homme modifie son environnement pour pouvoir y vivre et s'y épanouir, ce qui veut dire qu'il doit aussi – surtout – le maintenir en bon état, faute de quoi il serait lui-même condamné à plus ou moins brève échéance.

Bertrand Renouvin a précisé en 1999 les raisons du rejet des positions des mouvements écologistes : « Nous rejetons totalement l'idéologie d'une "nature" jamais définie, donc mythifiée et mystifiante, et implicitement nihiliste puisque

Royalistes et écologistes

les êtres humains sont considérés comme une espèce parmi d'autres, mais plus dangereuse que les autres. Ce naturalisme contredit le projet écologique qui consiste à humaniser la terre pour y habiter » (1). En opposition à cette vision réductrice, les royalistes opposent une autre conception de l'écologie, fondée sur deux exigences : défendre un écosystème mis à mal par la politique prédatrice du système socio-économique mondial, redonner à l'humanité la capacité de vivre en harmonie avec son environnement.

C'est à partir de cette conception que les congrès de la NAR, de 1992 à 2009, ont adopté une liste d'objectifs concrets, destinés

à répondre à la crise écologique. Objectifs de niveau international concernant l'énergie, les transports, l'urbanisation, l'eau, la santé, la sauvegarde de la biodiversité, la remise en état des écosystèmes dégradés terrestres et maritimes, la gestion commune des zones fragiles, en particulier la gestion des bassins versants, des ressources partagées, etc. Ou objectifs de niveau national, s'agissant du logement, des investissements prioritaires, de la consommation des ménages, du rôle de l'État, du financement de la transition écologique, de la mesure de la croissance, des décisions locales, etc.

Pour ce qui est du climat, la NAR a repris à son compte, en

2014, les préconisations du Giec sur la lutte contre le réchauffement, vue comme une priorité majeure. Elle a formalisé ses positions en souscrivant à la Déclaration de Stockholm (2), selon laquelle « l'homme est à la fois créature et créateur de son environnement, qui assure sa subsistance physique et lui offre la possibilité d'un développement intellectuel, moral, social et spirituel ». Une synthèse de ses analyses a été publiée en 2019 (3). ■

FRANÇOIS GERLOTTO.

(1). Cf Royaliste n° 724 du 8 mars 1999.

(2). Conférence des Nations unies sur l'environnement, Stockholm, 1972.

(3). François Gerlotto. Cataclysmes ou transition ? L'écologie au pied du mur. IFCEE, 2019.

Rebâtir notre société

Retrouver notre souveraineté, réformer nos institutions, changer l'économie sont des conditions nécessaires de renouveau du pays. Mais le projet des royalistes est plus vaste.

Ils veulent redonner, à tous les échelons, le pouvoir aux citoyens. La NAR défend la démocratie sociale, un syndicalisme puissant, un renouveau du dialogue au niveau des branches, la participation des salariés à la direction des entreprises, le mouvement coopératif, le contrôle des travailleurs sur leur protection sociale.

Les royalistes sont attachés à la démocratie locale, à la libre administration des communes, à une coopération intercommunale volontaire, à une implication des citoyens dans la vie locale grâce à un usage élargi du référendum et à une grande place donnée aux associations ;

Ils se prononcent pour une démocratie participative à l'échelon national, par la relance de la planification à la française, un recours élargi au référendum et par un rôle nouveau donné aux 500 000 conseillers municipaux de France, en contact permanent avec la population.

Il s'agit ainsi de faire naître de nouvelles élites politiques, économiques et sociales, là où



© PIXABAY PHOTO METS/GARDEN

les élites actuelles ont échoué et mettent trop de temps à céder la place aux classes montantes.

Pour les royalistes, la défense des libertés est fondamentale. Et, d'abord, de nos libertés publiques face aux dérives autoritaires. La NAR s'est opposée aux lois « anticasseurs » ou de « sécurité globale », qui piétinent nos droits élémentaires.

Il s'agit également d'assurer la liberté de l'information. La NAR s'est clairement prononcée pour le démantèlement des groupes qui contrôlent la presse écrite et audiovisuelle, pour l'autonomie des rédactions, pour un service public

audiovisuel qui assume réellement ses missions d'information.

Elle combat les groupes capitalistes étrangers qui contrôlent les réseaux sociaux, pillent nos données et préparent une société de surveillance et de contrôle social, de type orwellien. Les États doivent encadrer plus rigoureusement ces groupes qui menacent nos libertés.

Ils veulent, enfin, préserver ce qui est au cœur de notre civilisation. La crise que connaît notre système d'éducation – désarroi du corps enseignant, prolétariat du monde étudiant, invasion de la culture woke – appelle des

mesures drastiques. En matière de recherche, l'orientation qui a conduit à donner la priorité aux innovations tournées vers le marché, au détriment des savoirs fondamentaux, doit être inversée. De la même façon, l'enlaidissement des grandes agglomérations, le grignotage des espaces naturels par l'urbanisation, l'abandon d'une grande partie de notre patrimoine historique, l'emprise stérilisante de l'argent sur les arts n'ont que trop duré. Université, architecture, urbanisme, culture, tout est à repenser, complètement. ■

HENRI VALOIS.

UN COMBAT EXEMPLAIRE

Les harkis

Au début des années 70, plus de dix ans après l'indépendance de l'Algérie, ces anciens supplétifs de l'Armée française n'avaient pas le droit de traverser la Méditerranée pour revoir leurs familles. Harcelés par les relais du FLN en France, ils étaient méprisés par une administration « gaulliste » qui voulait oublier leur engagement passé.

Une partie d'entre eux habitait toujours dans des « camps de transit », par exemple à Saint Maurice-l'Ardoise (Gard) ou Bias (Lot-et-Garonne). Ils vivaient pauvrement, humiliés d'être exclus d'un pays qu'ils avaient servi. Il y avait eu plusieurs révoltes mais vite contenues par une menace ou des promesses... En 1974, Giscard d'Estaing élu président, des membres de cette communauté décidèrent de devenir « des Français à part entière et non entièrement à part... » comme le répétait M'hamed Laradji, un simple chauffeur de car, au grand charisme naturel.

Des camps se rebellèrent, une « Confédération des Français musulmans rapatriés d'Algérie et leurs amis » fut fondée. Les jeunes militants de la NAR se mirent à son service. On se rappelle des grèves de la faim à la chapelle St-Bernard sous la Tour Montparnasse, puis dans la crypte de la Madeleine, qui débouchèrent sur une sorte de victoire, provisoire. De ce combat était née une fraternité autour de l'idée que la France ne pouvait supporter qu'une partie des citoyens soit à ce point méprisée. ■

FREDÉRIC AIMARD.

Pour les libertés publiques

Ces extraits du bimensuel *Royaliste* témoignent de notre engagement en faveur des libertés et contre les nouvelles formes de contrôle social qui menacent notre société :

■ **Contre la Loi de sécurité globale** : « Notre régime connaît une dérive présidentielle, sans les contraintes du régime présidentiel. Ce mépris du parlementarisme couplé à des textes potentiellement liberticides, incitent à s'inquiéter d'une dérive "illibérale". Cette loi annonce le passage d'un cap sécuritaire historique : toujours plus de surveillance, plus de moyens et de pouvoirs pour la police et consorts, dans des proportions et à un rythme jamais égalés. » (Royaliste n° 1200 du 7 décembre 2020).

■ **Pour les libertés communales** : « Les communes subissent une lente érosion de leurs pouvoirs. Le passage d'une intercommunalité volontaire à une intercommunalité imposée dépossède les conseils municipaux d'une partie de leurs pouvoirs, provoque une dépendance de fait des petites communes à l'égard d'ensembles plus vastes et renforce le pouvoir des grands centres et des métropoles. » (Royaliste n° 1183 du 10 février 2020).

■ **Contre la manipulation de l'information** : « Les patrons de presse, les "grandes signatures" et les vedettes de la télévision diffusent une idéologie libérale, tantôt extrémiste, tantôt nuancée d'esprit libertaire, qui se présente sous la forme

d'"évidences" assénées chaque jour. Cette idéologie convient parfaitement à la mentalité et aux intérêts des hautes classes – bénéficiaires du capitalisme à droite, "bourgeois-bohèmes" à gauche. » (Royaliste n°850 du 27 décembre 2004).

■ **Contre les menaces liées à Internet** : « La démocratie est menacée par les nouvelles technologies qui assurent la transparence des comportements individuels. Nous sommes sous la menace d'un contrôle social et politique que la Chine est en train d'installer et qui fonctionne sur le mode de la punition des mauvais comportements et de la rétribution des bonnes conduites. » (Royaliste n° 1175 du 21 octobre 2019). ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Les militants, adhérents et sympathisants de la NAR ainsi que les abonnés de *Royaliste* constituent une communauté vivante de citoyens engagés d'environ 1 500 à 2 000 personnes qui participent à la vie politique du pays dans tous les domaines et aux niveaux les plus divers : élections nationales ou locales, mandats syndicaux, participation à la vie universitaire, associative, économique dans leurs régions. Ils viennent de tous les horizons politiques : non seulement du royalisme traditionnel, mais également du gaullisme, du socialisme... Ils n'ont parfois jamais adhéré à aucun mouvement, mais ont toujours manifesté un intérêt marqué pour la politique ou ont simplement été séduits, qui par la lecture de notre journal, qui par la participation à une réunion du mercredi dans nos locaux, qui par la fréquentation du blog de Bertrand Renouvin, ou encore par les réflexions partagées sur les réseaux sociaux, voire par tout cela à la fois.

Un mouvement ouvert. Ce qui les rassemble – quels que soient leur âge, leur région d'origine ou leur domiciliation (en métropole comme en outre-mer), leur catégorie sociale ou professionnelle – c'est la fidélité à la Maison de France et à son chef, le comte de Paris. Tous souscrivent au projet de la NAR : l'instauration d'une monarchie démocratique et parlementaire. Alors que le chef de l'État est actuellement l' élu d'un camp contre un autre, au risque de l'arbitraire et de divisions accrues entre les Français, la royauté est pour eux un moyen de renforcer l'unité de la nation dans le respect de la liberté de chacun et de la diversité de nos régions, d'assurer l'indépendance nationale, de garantir la continuité de l'État et d'instituer un arbitrage qui est la condition première de la justice sociale.



Un mouvement vivant et divers

Qui sont les militants et les sympathisants de la NAR ? Une petite coterie de nostalgiques des temps révolus ? Non, des citoyens actifs qui ont en partage la passion de la politique et qui veulent contribuer à moderniser le pays.

Les royalistes de la NAR poursuivent un travail permanent de réflexion, mené dans un souci constant de dialogue avec les diverses familles intellectuelles et politiques du pays ou avec des représentants de ce qu'il est convenu d'appeler la société civile organisée. Chaque mercredi, ils organisent des conférences avec les principaux intellectuels français. Ils élisent leurs représentants dans les instances statutaires du mouvement et, au cours de cha-

cun de leurs congrès annuels, travaillent sur des propositions concrètes qui prennent la forme de motions, votées démocratiquement. Depuis 1981, c'est près d'une centaine de motions qui ont été débattues, parfois âprement, amendées et adoptées.

Une présence éditoriale affirmée. La NAR, c'est aussi une activité éditoriale qui s'est diversifiée en 50 ans d'existence, avec un bimensuel (*Royaliste*), qui est un

des doyens de la presse politique française, des revues à parution irrégulière (*Arsenal*, les *Cahiers de l'Institut de politique nationale*, *Cité*, le *Lys rouge* – lequel a même été quotidien pendant une semaine au milieu des années 1980), des brochures et de nombreux livres. Aujourd'hui, la NAR est présente sur deux pages de Facebook, elle dispose d'un compte twitter et d'une chaîne Youtube qui, à ce jour, a publié un corpus synthétisé de vingt-

La NAR dans les réseaux sociaux

Nous sommes présents depuis plusieurs années sur les réseaux sociaux. Sur Facebook, la page de la NAR comptabilise plus de 2 100 abonnés, sur Twitter près de 400 et sur Youtube 1 700. Ces chiffres sont en constante augmentation. Pour ne prendre que Youtube en exemple, la chaîne est passée de 1 000 abonnés avant pandémie de Covid à 1 500 en janvier 2021 et s'approche des 2 000 en cette fin d'année. De plus, les statistiques que nous fournissent ces plateformes montrent que notre public se rajeunit. Cette présence sur les différents réseaux nous permet de diffuser très largement nos analyses et prises de positions. Sans oublier la diffusion des célèbres conférences des Mercredis de la NAR :

si nous avons été contraints pendant un an, pour des raisons sanitaires, de retenir le format des vidéo-conférences, depuis septembre dernier les Mercredis se tiennent à nouveau en présentiel et ils sont diffusés en direct à nos abonnés Youtube, via un lien Zoom. Cette nouvelle option ouvre ainsi nos conférences à un large public non francilien. À côté des Mercredis, la NAR a aussi lancé des courtes vidéos de moins de 15 minutes nommées les Points de Vue qui ont pour but d'expliquer un sujet ou un concept. Les trois canaux cités plus haut sont devenus incontournables pour suivre l'activité de la NAR. Ils nous ont permis de poursuivre et de développer notre action pendant toute la crise sanitaire. ■ G. M



et-un points de vue sur des sujets aussi variés que l'État, la constitution de la V^e République, la liberté, « Comment s'orienter en politique »... on peut également y voir et revoir les conférences des Mercredis de la NAR. L'ensemble de nos supports Internet drainent aujourd'hui plus de 5 000 abonnés.

Cependant, comme l'ensemble des partis ou des syndicats historiques, la NAR souffre du désintérêt d'une majorité de nos concitoyens à l'égard de la politique. Le militantisme du XXI^e siècle n'est plus ce qu'il était encore dans les années 1970, les échecs, les désillusions, l'individualisme... associés aux évolutions de la société poussent les jeunes générations à se tourner vers des sujets et des engagements sociétaux, la défense de causes humanitaires, voire animalières, dans des associations et des ONG, et à délaisser les engagements traditionnels.

En outre, si la NAR est présente sur l'ensemble du territoire, avec des points forts dans l'Ouest, le Sud-Ouest et la région parisienne, elle reste encore très faible dans certaines régions, comme le Grand-Est ou Auvergne-Rhône-Alpes. Enfin, force est de constater une sous-représentation féminine. Tout cela pour dire qu'il existe des marges de progression et qu'une stratégie de développement vers ces publics ne serait pas superflue. Au travail ! ■

NICOLAS PALUMBO.

Un journal d'opinion

Royaliste est le bimensuel de la NAR. Mais c'est aussi bien d'autres choses : une aventure éditoriale, une communauté de rédacteurs, de « compagnons de route » et de lecteurs qui n'a guère d'équivalent.

Notre journal a soufflé cette année ses 50 bougies. À sa création, en 1971, certains nous donnaient à peine quelques mois d'existence. Mais l'aventure a duré et quelle aventure ! De la fin du gaullisme aux années Chirac, du référendum de 2005 à la révolte des Gilets jaunes, nos combats ne se comptent plus : contre l'Europe supranationale, pour la sortie de l'Otan, contre l'ultralibéralisme, pour la liberté de la presse... Nous voulions aussi sortir le royalisme des ornières de l'histoire récente, et l'on prédisait que nous serions bien seuls. Nos collections témoignent du contraire : des centaines d'entretiens avec les meilleurs esprits de notre temps. Dans ces combats, à travers ces rencontres, le royalisme a retrouvé une visibilité, une crédibilité dont nous sommes assez fiers.

L'aventure se poursuit aujourd'hui sous d'autres formes. *Royaliste* a récemment changé de maquette et enrichi sa pagination. Nous offrons à nos lecteurs une analyse plus complète de l'actualité française. Nous nous efforçons également de leur apporter un autre



Le premier numéro de *Royaliste* (septembre 1976) et un des derniers, (22 novembre 2021).

regard sur le monde qui nous entoure. Nos entretiens poursuivent l'échange avec les penseurs majeurs mais se tournent également vers les porteurs d'idées nouvelles qui demain feront l'opinion. Notre palette d'analyse du monde des idées s'est élargie aux publications

qui alimentent les débats sur Internet. Nous donnons aussi plus de place au mouvement royaliste et à l'actualité des monarchies étrangères.

Si le titre de notre journal « affiche la couleur », *Royaliste* est bien plus qu'un bulletin militant. Son équipe de rédaction – plus d'une quarantaine de collaborateurs – est extrêmement diverse : journalistes, hauts fonctionnaires, enseignants, chercheurs, chefs d'entreprise ou syndicalistes... Certains viennent du royalisme historique, d'autres sont des convertis plus récents et l'équipe s'est élargie à d'autres sensibilités, issues de la gauche ou de la droite patriote. Tous ont en commun une même passion pour la politique et pour notre pays.

L'autre secret de notre longévité, c'est l'amitié. Celles des personnalités de tous bords, de toutes spécialités qui nous suivent depuis deux, trois décennies : philosophes, économistes, historiens, sociologues, socialistes, gaullistes, communistes... et même libéraux. À leur égard, notre dette est immense. Sans eux, nous n'aurions pas le même regard sur la France et le monde qui nous entoure. En retour, ils ont mieux compris à notre contact la fidélité qui nous anime et le souci que nous avons de la faire vivre dans le temps présent.

L'amitié aussi de ceux qui nous lisent. Deux à trois mille personnes partagent chaque quinze nos éditions papier ou numérique. Et ce réseau s'est beaucoup étoffé grâce à Internet. La diffusion du titre sur les réseaux sociaux nous a apporté plusieurs milliers de nouveaux contacts, qui relaient autour d'eux nos analyses. Paradoxal pour un journal qui développe une critique sévère de l'usage de la Toile ? Sans doute, mais nous vivons très bien avec ce paradoxe, car nous avons appris à distinguer dans la sphère Internet ce qui relève du mauvais usage et de la vraie liberté. Un journal d'opinion dans la liberté ! C'est précisément ce que nous cherchons à faire ! ■

HENRI VALOIS.

Actes de candidature

La présidentielle de 1974 a marqué de façon modeste, mais déterminée, notre volonté de participer aux consultations nationales, seule ou avec des alliés.

C'est sous ses propres couleurs que la NAR a présenté des listes aux municipales de 1977 puis aux législatives de 1978. Notre campagne à Nancy a provoqué la défaite de Jean-Jacques Servan-Schreiber, à la suite du report de nos voix sur le candidat socialiste. C'est également une liste royaliste qui s'est présentée à Angers lors des législatives de 1986. La dernière campagne symbolique eut

lieu en Vendée contre Philippe de Villiers et c'est Luc de Goustine qui y défendit notre projet.

À six reprises, nous avons conclu des alliances électorales. En 1977, j'ai été élue sur la liste d'Union de la gauche à Épinay et Nicolas Lucas sur la liste socialiste à Angers en 1983. En 1982, nous avons soutenu les candidats gaullistes de la majorité présidentielle, puis nous nous sommes alliés au mouvement de Michel Jobert pour les municipales de 1983 et avons rejoint France unie dans l'espoir de participer aux législatives de 1993, mais cette confédération a disparu avant l'échéance. En-

fin, nous devions présenter une vingtaine de candidats sous l'égide du Pôle républicain en 2002, avant le ralliement de Jean-Pierre Chevènement au PS qui nous a conduits à quitter ce rassemblement.

Cette série d'expériences a eu deux effets positifs : permettre à des militants de participer à la vie locale ; démontrer par nos engagements que les royalistes pouvaient apporter leur contribution au débat politique. Dès que les conditions seront réunies, nous participerons à nouveau à la compétition électorale, pour avoir des élus. ■

RÉGÈNE JUDICIS.

Quelques portraits de militants

La NAR regroupe des citoyens actifs, engagés dans leur entreprise, dans leur région ou leur quartier. Comme en témoignent ces portraits de cadres de notre organisation.

Syndicaliste et royaliste



Depuis que je suis royaliste, ce qui fait quelques lustres... j'ai souvent croisé des camarades engagés dans le syndicalisme. Beaucoup, à la base, mobilisés dans leur entreprise, quelques-uns aussi au niveau des branches professionnelles ou dans la hiérarchie. Je pense que l'engagement syndical participe, chez nous, d'une forme de souci civique, les royalistes sont engagés dans les affaires du pays, sur leurs lieux de travail comme ailleurs. Et je n'oublie pas que parmi les premiers syndicats créés au début du siècle dernier, certains ont été fondés par des royalistes. En Bretagne, ma région d'origine, la culture syndicale est importante, et cela a joué, naturellement.

Pour moi, l'engagement a été assez évident. Cadre dans un grand groupe de l'Industrie pharmaceutique, mon engagement syndical a démarré aux lendemains des événements de 68 et j'ai été élu, dès 1971, délégué du personnel de mon entreprise puis membre du Comité Central d'Entreprise (CCE) du groupe. Mon adhésion à Force Ouvrière fut le

fruit des circonstances : la section CGT était sur des positions trop éloignées des miennes, la CFDT trop suiviste, CFTC peu présente. FO, en revanche, était très combative. J'ai pu acquérir une vision assez complète des problèmes de l'industrie du médicament (100 000 salariés en France) et ma fédération syndicale m'a désigné comme Secrétaire national de la branche FO Industrie Pharmaceutique. J'ai notamment participé à la négociation sur la réforme des 35 heures dite « Loi Aubry » dans mon entreprise et pour FO Pharma, sujet particulièrement sensible dans un secteur industriel aussi mondialisé, celle-ci nous a occupés de nombreux mois !

Je suis persuadé que le syndicalisme est une très bonne école pour les militants politiques, et notamment pour les jeunes, parce qu'il nous fait très vite toucher du doigt les réalités du pays. La NAR défend depuis l'origine l'importance décisive des syndicats pour la représentation citoyenne et la vie démocratique du pays, ses membres sont présents dans une grande diversité de corps de métiers et elle a donc pu tirer profit des divers engagements sociaux et syndicaux de ses adhérents. ■

PATRICK ISAMBERT.

Au service de nos régions



La défense des libertés locales, l'idée que chaque région doit trouver par elle-même ses formes de développement, la lutte contre un certain dirigisme parisien font partie des gènes de la NAR. Cela nous a conduit, dans les années 70, à prendre fait et cause pour le développement de l'Ouest et du Sud ouest, à dénoncer le bétonnage de nos littoraux ou l'aménagement sans âme de nos grandes villes. En 1982, nous avons salué les lois de décentralisation, sans toutefois nous faire trop d'illusions sur la propension des grands notables à confisquer les nouveaux pouvoirs. La suite nous a donné, hélas, un peu raison.

Attaché au développement du pays où je vis, le Béarn, militant syndical, je me suis très vite passionné pour l'aménagement du territoire. D'abord, sur le plan national, comme personnalité qualifiée, proposée par la NAR, au Conseil économique et social en siégeant de 1990 à 1992, au sein de la commission des problèmes économiques et de la conjoncture. Puis, sur le plan régional, en

représentant mon syndicat au bureau du Conseil économique et social d'Aquitaine de 2005 à fin 2013. L'heure était alors à la relance de la prospective (Aquitaine 2030), mais aussi aux projets concrets comme le déploiement du numérique ou l'irrigation de la région par le TGV, où les intérêts du Béarn et de la Bigorre méritaient d'être défendus. J'ai conservé par ailleurs un fort ancrage dans mon territoire, en présidant pendant plusieurs années la MJC Ousse des Bois de Pau, aujourd'hui encore en tant que secrétaire général de l'association Béarn-Adour-Pyrénées qui réunit tous les acteurs locaux autour d'un vrai projet.

De cette expérience assez diversifiée, je retire deux idées qui sont au cœur de mon engagement royaliste : la prospérité de la France repose d'abord sur le travail de ses hommes, il n'y a pas de développement possible sans infrastructures, sans production, sans industrie, sans retour de la petite industrie ; l'ancrage territorial est une bonne façon de nous faire connaître, de diffuser nos idées : sans en faire un étendard, je n'ai jamais caché mes convictions et elles ont toujours été bien accueillies. ■

JEAN-JACQUES BOISSEROLLE.

Engagé dans les quartiers



Certains parmi vous le savent : je suis né en 1970 à Trélazé, dans l'agglomération d'Angers. Trélazé est une ville minière, avec une forte tradition syndicaliste, et c'est une terre d'immigration. Mes parents sont des Berbères du Moyen-Atlas, mon père a combattu dans l'Armée française et a fait ensuite une carrière de mineur, ma mère était femme de ménage.

Dès mon adolescence, j'ai pris conscience de ma condi-

tion sociale et de la grande diversité culturelle qui existait à l'école primaire. Je suis autodidacte mais j'ai beaucoup lu, sur les questions sociales, sur la politique et la géopolitique. En grandissant, j'ai vu que ce que proposaient les politiques de l'époque n'étaient pas en adéquation avec nos attentes. Ensuite, avec un petit groupe, nous avons créé en 1992 l'Association pour la Jeunesse, l'Éducation et la Culture (Ajac).

L'un de nos premiers objectifs, c'était d'élever le niveau de conscience politique de nos concitoyens. Nous avons organisé des débats réguliers

le mardi – nous avons invité Bertrand Renouvin qui nous a présenté les différents courants politiques du pays – et nous avons organisé des représentations théâtrales. Nous avons participé à d'autres structures associatives, notamment État de droit et nous avons participé aux luttes contre les discriminations. Puis nous avons intégré le réseau Droit de cité, au sein duquel nous avons joué un rôle de leader. Nous y avons rencontré la NAR, où nous avons trouvé une grande source de réflexions politiques. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de participer à de nombreuses reprises aux Mer-

credis de la NAR, qui ont été pour moi une véritable école – l'école de ce qu'on n'apprenait pas à l'école. Je suis aussi allé au Rwanda, au Chiapas et ces voyages m'ont beaucoup appris... En 2015, j'ai senti que la situation devenait dangereuse. J'ai réactivé l'Ajac puis j'ai été nommé au Conseil national des villes. Tout au long de l'histoire de l'Ajac, qui n'est pas terminée, j'ai pu constater que la Nouvelle Action royaliste est quasiment le seul mouvement politique qui s'est réellement intéressé à notre association et à la vie dans nos quartiers. ■

AHMED IMZIL.

Un mouvement au travail

Au moins une fois par an, depuis 1981, la NAR se réunit en congrès. Tous les adhérents à jour de cotisation sont invités à y participer. Sa mission consiste d'abord à définir la ligne politique générale du mouvement sous la forme d'une motion unique proposée par le Comité directeur et soumise au vote en séance plénière. Il est ensuite destiné à fixer la position de la NAR sur des thèmes proposés par le Conseil national.

Ce travail s'effectue en commission à partir de projets de motion adressés à tous par le Comité directeur au cours du mois qui précède le congrès; les adhérents en désaccord partiel ou total avec ces textes ont la possibilité de déposer des contre-projets. Le (ou les) projet(s) motions est (sont) débattu(s) en commission et amendé(s). Si une synthèse se révèle possible, une version définitive est soumise au vote en séance plénière; dans le cas contraire, les adhérents sont invités à se prononcer sur les textes présentés.

En 40 ans, les thématiques abordées ont été très variées; elles ont concerné la monarchie, les institutions, la politique économique et sociale, la politique étrangère, la sécurité, la régionalisation, la réforme de la justice, l'enseignement, la laïcité, la liberté des journalistes et l'indépendance de la presse, l'agriculture, la crise alimentaire mondiale, les transports, le logement, la souveraineté numérique, l'écologie... Nous en avons sélectionné quelques extraits.

Que célébreront les royalistes en 1789 ? (janvier 1989)

Les royalistes s'attacheront à célébrer 1789 : non la part obscure et violente de la Révolution qui devait mener à la Terreur et à la guerre, mais ce que l'événement eut de nécessaire et qu'il a gardé d'inaccompli. C'est à reprendre le mouvement de 1789 que la Nouvelle Action royaliste invite les Français.

Pour l'Europe confédérale (mars 2004)

Des structures institutionnelles simplifiées, des fonctions précisées, des projets peu nombreux mais ambitieux, résultant d'accords entre les chefs d'État et de gouvernement, donneraient à la Confédération européenne sa pleine efficacité tout en affirmant le rôle majeur de l'Europe dans l'organisation du monde, en vue d'assurer au plus grand nombre possible d'êtres humains les conditions de la paix et du bien vivre.

Défense nationale (avril 2008)

La Nouvelle Action royaliste souhaite que les forces armées soient mieux préparées à faire face aux nouveaux types de conflits, sans pour autant négliger le risque d'affrontements classiques.

C'est pourquoi elle propose :

- le renforcement des équipements lourds dans les trois armes;
- le maintien du haut niveau atteint par notre système de renseignement;
- un entraînement des troupes adapté aux nouvelles formes du combat en milieu urbain;

Dans la paix comme dans la guerre, le principe de légitimité est fondamental et, sous diverses modalités, demeure décisif pour chaque nation.

Participation et droits des salariés (mars 2009)

La Nouvelle Action royaliste propose :

- de renouer avec les principes

fondeurs de la participation;

- de rendre obligatoire la participation dans toutes les entreprises quel que soit leur effectif;

- de supprimer les exonérations sociales sur les primes de participation;

- de supprimer les exonérations fiscales sur les primes de participation;

- que soit institué un contrôle par les salariés de l'affectation et de la gestion des fonds;

- de ne pas négliger d'autres systèmes d'épargne salariale comme l'intéressement, l'actionnariat salarié ou les divers plans d'épargne d'entreprise, à condition qu'ils ne viennent pas interférer avec les négociations salariales.

Accueil et statut des étrangers en France (avril 2011)

La Nouvelle Action royaliste veut rappeler les principes et formuler des propositions qui permettront de clarifier le statut de l'étranger :

- le droit du sol est inscrit dans la tradition juridique française depuis un arrêt du Parlement de Paris de 1515;
- les conditions d'accès à la nationalité doivent être révisées;
- tout étranger en situation de travail déclaré au regard de l'administration doit disposer d'un titre de séjour renouvelable;
- la lutte contre les mafias européennes et extra-euro-

péennes doit être renforcée, les organisateurs de la traite des êtres humains doivent être impitoyablement pourchassés;

- la France doit retrouver sa souveraineté quant au droit d'asile.

Pour l'écologie politique (avril 2014)

La Nouvelle Action royaliste propose :

- de rationaliser l'exploitation du milieu dans une vision écosystémique par l'utilisation programmée des sous-produits d'une exploitation (produits dérivés, déchets à la production, récupération des produits finis usés, rationalisation des flux énergétiques induits...). Cela revient à faire le premier pas vers l'économie circulaire;

- de prendre en compte pour établir des taxes sur les services écologiques non pas le prix des services ou des ressources (impossible à établir) mais les coûts de maintenance ou de restauration des services écologiques;

- de sortir de l'économie de production et d'entrer dans une économie de l'utilisation;
- dans le cadre d'une réforme globale de la fiscalité, de s'attacher à réduire les nuisances de l'activité humaine sur l'environnement par la prise en compte du capital naturel;

- de définir une mesure de la croissance du PIB qui intègre les nuisances faites à l'environnement. ■

Pour une république capétienne

La Nouvelle Action royaliste : – soutient que l'effectivité et la pérennité de la fonction arbitrale du chef de l'État, assurées par un roi ou une reine des Français institué comme représentant permanent de la Nation, sont la condition première d'un fonctionnement rééquilibré de notre démocratie parlementaire permettant au Gouvernement et au Parlement de retrouver la substance de leurs prérogatives constitutionnelles;

- rappelle que notre République ne reconnaît de légitimité qu'à ce qui s'accorde avec la libre volonté du Peuple français et que seul celui-ci peut confirmer la vocation historique de la dynastie capétienne des Bourbons-Or-

léans à figurer son unité et à se placer au service effectif de l'État et de la Nation tout entière;

- en appelle aux Princes de la famille de France, en souhaitant qu'ils mesurent pleinement la nature et l'ampleur de la tâche qu'ils ont à accomplir, s'ils ont la volonté que les Français puissent décider de lier à nouveau leur destin à celui de la dynastie qu'ils incarnent;

- est convaincue que le renouvellement de ce pacte historique sera la condition d'une renaissance du sentiment national et du souci politique, en vue de l'accomplissement de l'idéal républicain de justice et de liberté.

La NAR : un laboratoire d'idées

Qui sommes-nous ? Des royalistes et des citoyens engagés, qui réfléchissent et qui agissent depuis les années soixante-dix, avec comme unique souci l'intérêt national.

Au moment de la scission d'où est née la Nouvelle Action royaliste, l'un des trophées emportés était l'Institut de Politique Nationale. L'IPN organisait des conférences à Paris dans la grande salle de « L'Hôtel de l'Industrie », face à l'église St-Germain des Prés. Cela avait parfois des allures de meeting ou de grands débats avec des personnalités de tous horizons : gaullistes de gauche, maoïstes ! Notre ami François Fleutot pensait, en plaisantant à moitié, que l'on aurait pu prendre un statut d'école et décerner des diplômes à ceux qui venaient régulièrement. L'esprit du temps était alors à l'idéologie et donc à la formation intensive des militants pour les préparer au combat d'idées.

Puis, les temps et les demandes ont évolué. Les maîtres du passé, les oukases sur d'autres écoles de pensée s'effaçaient pour laisser la place à une confrontation plus subtile avec les témoins du présent qui s'appelaient Maurice Clavel, Claude Bruaire, Jacques Julliard ou Roger Pannequin... Le débat remplaça le petit catéchisme dans la formation des royalistes à la chose politique... Les IPN devinrent, après quelques atermoiements dans la forme et les lieux – certains se souviennent des curieux locaux du syndicat de l'Épicerie rue du Renard, face au centre Pompidou à Beaubourg – les conférences des Mercredis de la NAR.

Ces Mercredis furent bientôt accueillis dans les locaux parisiens du mouvement – au quatrième étage du 17 rue des Petits-Champs, à deux pas du Palais-Royal – ce qui permit de les transformer en un moment plus convivial, qui prit parfois un tour quasi-gastro-nomique. Désormais on accueillait un seul conférencier, l'auteur d'un livre qu'il venait présenter. Après la conférence, le dîner (jusqu'à minuit et plus...). Certains avaient un sacré coup de fourchette. ain-



Une réunion des Mercredis de la Nar.

si Edgar Faure ou Cornélius Castoriadis. D'autres se révélaient de véritables boute-en-train ou déclenchaient un enthousiasme qu'on aurait peine à imaginer aujourd'hui (Ainsi pour Bernard-Henri Lévy, il y eut, la première fois, tellement de monde serré dans les salles et dans l'escalier qu'il y eut des évanouissements...).

La liste de tous ceux qui ont été accueillis et sont revenus

régulièrement occuperait trop de place ici. De ces dialogues sont nés une estime générale, des amitiés le plus souvent durables...

Qu'est-ce qui a permis à un mouvement aussi modeste de recevoir autant de grands noms de la pensée et de la vie politique ? La stature intellectuelle des principaux dirigeants de la NAR y fut pour beaucoup. Le public des

conférences était également alors d'un niveau qui permettait de véritables questions auxquelles les conférenciers n'étaient pas forcément habitués. René Girard et plusieurs de ses disciples trouvèrent ici un accueil informé et chaleureux bien avant que les milieux officiels ne s'intéressent enfin à eux.

Témoignent également de ce foisonnement les revues qui ont jalonné le parcours de la NAR : *Arsenal* qu'animait Philippe Dillmann, puis *Cité*, que dirigeait Luc de Goustine et qui pourrait être prochainement relancée. Il n'y a qu'à consulter les sommaires de ces revues ou de les lire dans leur intégralité sur le site Internet Archives royalistes pour comprendre pourquoi nous pouvons en être un peu fiers. Sans oublier le très singulier *Lys Rouge* : voilà un « samizdat » qui a marqué plusieurs générations de royalistes et de journalistes (ainsi ceux qui relancent actuellement la revue *Dynastie*) par son intérêt pour les monarchies étrangères et un sens du débat parfois très large. ■

FRÉDÉRIC AIMARD.

Les invités des Mercredis

Comment présenter en quelques lignes les centaines d'invités qui se succédèrent depuis 40 ans aux Mercredis de la NAR ? Sinon en sélectionnant quelques figures emblématiques du débat intellectuel ou politique.

Parmi les penseurs, on citera les noms de René Girard, de Marcel Gauchet, d'Edgar Morin, de Jacques Julliard, de Pierre Manent, de Régis Debray, de Pierre Rosanvallon, de Blandine Kriegel, d'Emmanuel Le Roy Ladurie, de Georges Balandier, de Jean-Marie Domenach, d'Albert Jacquard...

Parmi les universitaires, ceux de Jacques Sapir, d'Arnaud Teyssier, d'Emmanuel Todd, d'Hervé Le Bras, de Jean-Christophe Petitfils, de Patrice Gueniffey, d'Olivier Dard, de Simon Epstein, de Gabriel Martinez-Gros...

Enfin, parmi les éditorialistes et acteurs engagés : Natacha Polony, Anicet Le Pors, Pierre Péan, Jean-Michel Quatrepoint, Coralie Delaume, Joseph Macé Scarron, Roland Castro, Régis de Castelnau, Fatiha Boudjahlat...

Sans oublier Ségolène Royal, Elisabeth Guigou ou BHL, en leur temps... Et bien sûr d'autres figures moins connues mais dont l'amitié a tant compté pour nous, ainsi Brigitte et Jean-Loup Bernanos ou Paul Thorez... ■

Amis et témoins de notre aventure

Pour évoquer la richesse de la communauté d'amis qui participent à nos Mercredis ou nous donnent régulièrement des entretiens dans *Royaliste*, voici un florilège de citations.



« Vous êtes mes amis, depuis longtemps, bien que je sois un régicide confirmé (néanmoins contre la peine de mort). Vous êtes un des rares laboratoires d'idées existant dans notre pays. Probablement parce que vous vous inscrivez dans une très longue histoire. Vous êtes un des trop rares lieux de résistance au libéralisme et à la pensée unique, dans une filiation gaulliste qui me va. Longue vie à la Nouvelle Action royaliste ! » ■

ROLAND CASTRO.
Architecte et militant politique.

« *Royaliste*, nous avons besoin de *Royaliste*. Un filet d'eau fraîche, chaque quinzaine, qui nous sort, trop fugacement, du marais d'eau tiède où l'on barbote à l'ordinaire. J'admire la fidélité de l'équipe rédactionnelle à sa tradition historique, qu'elle ne m'en veuille pas si je lui trouve un petit air mutin et jacobin, une allégresse impertinente, une indépendance d'esprit et un souci de l'intérêt général, qui donne à un vieux républicain le sentiment de se retrouver chez lui. Bon vent, bon travail et merci. » ■

REGIS DEBRAY.
Philosophe et médiologue.

« Comme beaucoup d'écrivains et d'universitaires, je suis très reconnaissante à la Nouvelle Action royaliste d'avoir, lorsque triomphait « la pensée unique », été presque seule à maintenir contre vents et marées un lieu d'échange, de dialogue, où toutes les contributions intellectuelles et philosophiques pouvaient être entendues et confrontées. Le passé résistant de la famille de Bertrand Renouvin, l'ouverture économique de Sylvie Fernoy, les admirables comptes rendus de Gérard Leclerc, font du magazine de la NAR un lieu exceptionnel. » ■

BLANDINE KRIEGL.
Philosophe et historienne.

« Ayant donné beaucoup de conférences, j'en étais arrivé à douter de l'intérêt de certaines d'entre elles, au vu d'interventions qui ne relèvent pas de l'échange argumenté, mais de l'expression narcis-

sique d'une subjectivité pour qui les débats peuvent être des lieux privilégiés d'expression. Les mercredis de la NAR font partie de ces lieux – précieux en ces temps de grande confusion, de relativisme et de politiquement correct –, où se conjuguent encore liberté de pensée, rigueur intellectuelle et convictions fortes. » ■

JEAN-PIERRE LE GOFF.
Philosophe et sociologue.

« J'ai mis un peu de temps à comprendre la cohérence de vos positions, et par la même occasion les conditions qui faisaient que nous nous retrouvions si souvent d'accord sur la situation politique ou les tâches intellectuelles, à partir de prémisses apparemment si éloignées – moi, moderne déclaré et démocrate résolu, vous, soucieux de rattachement à la tradition monarchique. J'ai fini par discerner que nous nous rejoignons sur deux points, les deux points essentiels de la critique de nos sociétés à la dérive : la conviction de la nécessité du politique dans un monde qui ne veut plus en connaître, et le souci des idées, dans un monde qui rêve de s'en passer. » ■

MARCEL GAUCHET.
Philosophe et historien.

« Dans le déclin des passions civiques qui est notre maladie peut-être mortelle, vous faites montre depuis quarante ans d'une vigueur inlassable. Vous ne passez rien aux Puissants. J'ai plus de sympathie que vous pour les raisons de ceux qui nous gouvernent, et ce parti pris m'irrite souvent. Mais comme il est accompagné d'une information sérieuse, vous me donnez toujours à réfléchir. Et puis, vous ne regardez pas par-dessus votre épaule avant d'écrire et vous ne vous comptez pas avant d'agir. Ces vertus sont devenues rares. » ■

PIERRE MANENT.
Philosophe.

« Je connais *Royaliste* depuis presque ses origines, ce qui m'a permis de mesurer sa trajectoire... De cette longue fréquentation, je peux témoigner de la grande qualité

réactionnelle de ce journal, de sa haute tenue intellectuelle. Je le dis d'autant plus sincèrement que je ne partage pas toutes ses analyses ni tous ses engagements, notamment sur le plan économique et financier. Ce que j'apprécie chez *Royaliste* ? Son sens capétien et gaullien de l'État, son attachement à l'intérêt général et à l'indépendance nationale, son rejet de tous les populismes. » ■

JEAN-CHRISTIAN PETITFILS.
Historien.

« Depuis que je vous lis – cela fait si longtemps ! –, vous me séduisez – parfois. Vous m'agacez – parfois. Vous m'intéressez – toujours. Pourquoi ? Parce que vous êtes en somme la part obscure de moi-même ; l'envers de mes idées. Or, qu'est-ce qu'une idée sans son envers ? Un radotage dangereux. En voulez-vous un exemple ? La souveraineté, qui est votre concept dominant, et presque votre raison de vivre. Or, son abolition est pour moi le point oméga de la civilisation, celui vers lequel toute l'action politique doit tendre. Et pourtant, comment penser la démocratie – au moins comme morale provisoire – sans la souveraineté ? C'est ce que vous me rappelez obstinément et utilement. Longue vie à notre querelle. » ■

JACQUES JULLIARD.
Historien et éditorialiste.

« La Nouvelle Action royaliste fait partie de ma vie. Je trouve avec un immense plaisir la revue dans ma boîte aux lettres. Je la lis toujours presque en entier. La qualité de ses analyses est exception-

nelle. Lorsque je publie un livre, je sais d'avance que l'un des bonheurs de sa sortie sera la présentation que j'en ferai lors d'un mercredi de la NAR, à l'ambiance si particulière. Je vois bien qu'une proportion importante des gens qui comptent pour moi intellectuellement passent aux Mercredis. Ces mercredis sont un must mystérieux de la vie intellectuelle parisienne. » ■

EMMANUEL TODD.
Démographe, économiste et politologue.

« Tant au cours des soirées du mercredi qu'à la lecture du bulletin, je n'ai jamais pris la NAR une seule fois en défaut sur un point capital à mes yeux : dans cette maison, on ne donne pas de gages. C'est vraiment une qualité très rare. Nul n'est contraint de partager toutes les idées qui sont exprimées. Elles sont souvent lucides. Elles sont toujours courageuses. » ■

ARNAUD TEYSSIER.
Haut fonctionnaire, historien.

« Comment un républicain, fils et petit-fils (des deux côtés) de républicains, peut-il donc frayer avec des royalistes ? C'est une question que l'on m'a souvent posée. Il faut préciser que le terme de « républicain » a deux emplois, l'un dans le langage courant où il exprime l'attachement à la forme républicaine du système politique, et l'autre plus subtil, qui signifie faire passer au-devant de tout l'intérêt général. Mes amis de la Nouvelle Action royaliste sont incontestablement des républicains en ce deuxième sens, et c'est bien ce qui nous unit. » ■

JACQUES SAPIR.
Économiste et historien.

Quelques-unes de nos publications

Parmi les ouvrages publiés par les rédacteurs de *Royaliste*, et qui jalonnent notre parcours, nous signalons :

Bertrand Renouvin :
Le Projet royaliste, Paris, IPN, 1973.
Le Désordre établi, Paris, Stock, 1974.
La Révolution tranquille, éd. Royaliste, 1981.
L'Amour discret de la patrie, Ramsay, 1992.
Le Royalisme, Economica, 1997.
Gérard Leclerc :
Un Autre Maurras, Paris, IPN, 1974.
Avec Bernanos, Paris, Albin Michel, 1982.
Sous les pavés, L'Esprit,

France-Empire, 2018.
Philippe Vimeux :
Le Comte de Paris ou la passion du présent, L'Agora, 1975.
François Gerlotto :
Cataclysme ou transition ? L'écologie au pied du mur, IFCCE, 2019.
François-Marin Fleutot :
Les Royalistes, Albin-Michel, 1988.
Des Royalistes dans la Résistance, Flammarion, 2000.
À l'aube de la Résistance, Cerf, 2020.
Ouvrage collectif :
La Nation et l'Universel. 40 ans de débats dans Royaliste, IFCCE, 2015.

UN ENTRETIEN AVEC LAURENT HENNINGER

Royalistes, républicains et gaullistes

Le regard d'un historien sur une aventure comme la nôtre est toujours utile. Notre ami Laurent Henninger, qui nous suit depuis des années avec curiosité et sympathie, répond à nos questions.

Quel est votre regard d'historien sur ce que nous avons entrepris depuis cinquante ans ?

Laurent Henninger : Je connais assez mal la NAR en tant qu'organisation. Je lis régulièrement *Royaliste*, j'ai participé à plusieurs réunions du mercredi soir mais je sais que le public qui s'y retrouve n'est pas représentatif de la NAR. Je connais beaucoup plus Bertrand Renouvin, pour lequel j'ai de la sympathie !

Cela dit, j'observe à la NAR une volonté de dépoussiérer complètement une idée qui était droitière. L'Action française formait des gens profondément réactionnaires et diffusait une idéologie qui imprègne encore aujourd'hui des gens très à droite – même s'ils n'ont pas conscience de la généalogie de ce qu'ils pensent. Il me paraît très remarquable qu'à l'intérieur de l'Action française, des gens aient décidé voici cinquante ans de dépoussiérer radicalement cette idéologie, tout en gardant son noyau royaliste.

Les gens de droite et les gens



Laurent Henninger.

de gauche sont sectaires mais pas de la même manière. Le sectarisme de gauche est hystérique et théâtral, alors que le sectarisme de la droite est buté, psychorigide – et c'est pourtant dans ce terreau que la NAR a émergé pour défendre un principe monarchique que je ne discuterai pas aujourd'hui. J'observe pour ma part que, tout en défendant ce principe, la NAR s'intéresse à la Révolution française de manière très sereine en cherchant à comprendre comment cet événement s'est déclenché. Cet effort de réflexion mérite d'être salué, de même que la volonté d'accueillir des représentants de courants poli-

tiques très divers. J'ajoute que de nombreux articles publiés dans *Royaliste* ont beaucoup compté dans ma réflexion politique et dans mon analyse des événements en cours. Quant à Bertrand Renouvin, il est à mes yeux le meilleur républicain de France parce qu'il veut dépasser le fétichisme des mots pour aller à l'essence des choses – à la *res publica* en tant que telle.

Je doute que la NAR puisse atteindre ses objectifs mais elle doit continuer à exister. Elle a un rôle à jouer en tant que témoin, en tant que laboratoire d'idées et en tant que repère. La NAR est comme l'amer pour les marins : quand on navigue,

on ne peut pas se passer de lui. Il est indispensable que toute la mémoire de la NAR – et celle de Bertrand Renouvin – se prolonge et se transmette. Bien sûr, la NAR peut être balayée par les tempêtes qui arrivent mais il faut qu'elle résiste de même que d'autres courants de pensée, tel que le gaullisme. À cet égard, la NAR est de fait l'un des derniers et des meilleurs représentants de la pensée gaullienne. Il y a aussi, à l'intérieur du mouvement ouvrier, des courants de pensée intéressants, mais qui ne sont plus portés par une organisation ou par un homme.

Comment expliquez-vous que plusieurs anciens lambertistes, militants de l'Organisation Communiste internationaliste (OCI) se soient retrouvés à la NAR ou acceptent de militer avec notre mouvement ?

La critique très distanciée des idéologies de la gauche et de l'extrême gauche et la participation des lambertistes à l'action syndicale qui les faisait militer au quotidien avec des libéraux, des gaullistes, parfois des gens d'extrême droite, ouvraient l'esprit de nombreux militants de l'OCI.

Nous n'étions pas non plus dans un discours anti-étatiste. J'ai quitté l'OCI il y a 35 ans, mais je sais que dans les dernières années avant sa mort Pierre Lambert disait qu'il était hostile au nationalisme selon la tradition de l'internationalisme prolétarien, mais que la dégénérescence du capitalisme et donc de la civilisation humaine fait que l'État national est devenu le dernier rempart de la classe ouvrière contre l'impérialisme. Ces idées pouvaient entrer en résonance avec les thèses de la NAR. Je me souviens d'ailleurs que Pierre Lambert nous disait que l'OCI avait été à la pointe du combat contre le gaullisme et la V^e République mais qu'il fallait reconnaître que le général de Gaulle a été le dernier représentant de grande envergure de la bourgeoisie française. ■

**Propos recueillis
par Bertrand Renouvin**

L'ambiance des Mercredis de la NAR

Il y a bien longtemps, un ami membre de la NAR m'a invité à assister à un « Mercredi ». Un « Mercredi », c'est un invité qui présente son dernier ouvrage, puis entame un débat avec la salle, souvent comble. Dans le respect de chaque intervenant, le débat, parfois vif et exigeant, se déroule sans invective. De cette volonté d'écoute, il résulte une grande diversité des invités, qui nourrissent sans cesse de leurs travaux des réflexions profondes.

Reprenant une tradition aussi vieille que la civilisation, chaque débat est suivi, pour ceux qui le souhaitent, d'un repas pris en commun. Partager un repas est bien autre chose que se nourrir. C'est le temps d'un autre échange,

fraternel, improvisé, où chacun peut laisser aller son humeur ou son humour, ses interventions, ses questions.

Souvent les hiérarchies sociales ou culturelles s'imposent dans ces relations et marginalisent les plus modestes. Les « Mercredis » ignorent ces petits travers pour se concentrer, sans discrimination, sur des thèmes majeurs du « Politique » : le rôle de l'État et des institutions dans le respect du bien public, de la tolérance et du vivre ensemble, le rôle social et symbolique que pourrait jouer une royauté qui incarnerait la continuité, l'arbitrage et l'unité, en n'étant pas soumis aux vicissitudes de l'élection et des oppositions partisans.

Des nombreux thèmes abordés, je n'ai jamais vu un invité ou un participant repartir indifférent. Ce mouvement politique ouvert, moderne par son écoute, sa tolérance et la qualité de ses travaux inspire une grande diversité de pensées, tant dans le monde politique, qu'universitaire ou plus simplement dans la population des « Mercredis » et de ses amis.

C'est une belle performance qui m'a permis de suivre la NAR, de la rue des Petits Champs jusqu'à la rue Sibuet son nouveau siège, durant toutes ces années. Peu de mouvements peuvent se prévaloir de fidéliser autour d'eux une si grande diversité d'opinions et de sensibilités de pensée. ■

RAOUL GAILLARD.

Parler de nos 50 ans d'aventure intellectuelle nous conduit immanquablement à évoquer les penseurs qui furent à l'origine de ce journal et de notre mouvement.

Visage des idées

PAR GÉRARD LECLERC

Cinquante ans de chroniques ! Comment rendre compte d'un demi-siècle de combats, d'échanges, de découvertes, au gré des rythmes souvent imprévisibles du temps ? Il faudrait, pour le moins, un essai entier pour ne pas être trop inégal à la tâche. Je ne m'y risquerai pas, sauf à me souvenir de quelques figures qui m'ont singulièrement marqué, la plupart aux origines de ce journal. Il s'agit de penseurs, dont la fécondité s'est avérée jusqu'à ce jour, même si à propos de l'un ou de l'autre, il y aurait lieu de marquer quelques réserves.

Je commencerai par le souvenir d'une visite à une personnalité emblématique pour le moins. En 1976, j'avais rendu compte de *La Volonté de savoir*, premier tome d'une *Histoire de la sexualité* que Michel Foucault devait poursuivre dans les dernières années de sa vie, non sans en modifier au fur et à mesure la trajectoire. Je devais d'ailleurs m'intéresser à son volume posthume, *Les Aveux de la chair*, paru en 2018 (1), avec d'autant plus d'attention que l'auteur m'avait entretenu oralement de son contenu. En effet, Arnaud Fabre, qui était à ce moment-là notre rédacteur en chef, avait eu l'idée d'appeler Foucault au téléphone pour lui demander un entretien. Très aimable, celui-ci avait décliné l'offre trouvant que j'avais plutôt bien résumé son travail, mais, cependant, s'était montré désireux d'une rencontre pour faire connaissance. Avec Arnaud, nous nous étions rendus, un après-midi, à son domicile, pour une longue conversation très amicale. Ce fut à un tel point qu'à un moment le philosophe s'adressant à son ami Daniel Defert qui venait de nous rejoindre, lui expliquait : « Nous étions en train de nous demander, avec ces jeunes gens qui sont royalistes, pourquoi nous sommes profondément d'accord. »

Plusieurs dizaines d'années après, je ne suis pas sûr de pouvoir restituer l'objet exact de cet accord. Du moins attestait-il d'un certain climat intellectuel dont on peut avoir quelque nostalgie. La décision d'arrêter la parution de la revue *Le Débat* de Pierre Nora et Marcel Gauchet est suffisamment significative de la dégradation intervenue avec la promotion de la culture *woke*. Je sais bien qu'on a associé Foucault au courant de la déconstruction, responsable de beaucoup de ravages actuels. Mais je suis moralement sûr qu'il se serait opposé à une telle dérive.

À la fin de l'entretien, nous avions évoqué notre proximité avec Maurice Clavel, dont il convenait qu'elle était plus évi-



Le philosophe Maurice Clavel aux Journées royalistes de 1978. Son influence fut décisive sur nos idées.

dente qu'avec lui. Il n'empêche qu'il y avait quelque chose de singulier dans une telle conjonction. N'étions-nous pas au-delà de toutes positions convenues, dans un espace où nous pouvions évoluer librement, sans craindre les oukases idéologiques ? Notre ami Clavel était en train de définir une offensive intellectuelle qui prenait à rebrousse-poil les divers progressismes en cours, à partir du remue-ménage soixante-huitard, ce qui était un peu gonflé ! Et Foucault se trouvait associé, sans protester, à une telle entreprise que l'on pourrait définir comme subversion du gauchisme. Mais il y avait entre les deux hommes une rare complicité, qui fit de Clavel le dépositaire unique de certains secrets.

Il y avait aussi en cette affaire un troisième homme, qui aurait pu être un autre intermédiaire pour nous avec Foucault. C'était Philippe Ariès, qui avait été l'éditeur d'une *Histoire de la folie*. Personne n'avait cru devoir accueillir cet essai d'une facture inédite. L'œuvre de Foucault est incompréhensible sans Ariès, car c'est l'auteur de *L'Histoire des populations françaises* et de leurs attitudes devant la vie depuis le XVIII^e siècle qui devait décider d'une orientation fondamentale. D'une inspiration marxisante, le jeune penseur, dont la vocation philosophique était étroitement associée à une réflexion historique, allait passer du côté de l'école des *Annales*, en privilégiant l'étude des mentalités et des mœurs. Qu'importait à l'homme de gauche

qu'Ariès fut réputé réactionnaire. Il ne manquerait jamais d'exprimer à son égard toute sa dette.

Quant à nous, avec Philippe Ariès nous avions, d'évidence, notre complicité royaliste. Mais celle-ci se prolongeait aussi par des affinités que l'on pourrait, sans paradoxes, définir comme post-soixante-huitardes. Il agaçait d'ailleurs passablement certains de ses amis là-dessus. Il suffit de se souvenir de son accord de fond avec Ivan Illich pour voir qu'en matière de développement économique, de critique de la société industrielle, de ce qu'on appelait la recherche de convivialité – un mot qui ferait fortune – il retrouvait les thématiques qui s'imposeraient par la suite. Notamment avec l'écologie, réserve faite des dérives actuelles de ce courant.

Pour notre part, nous trouvions grand intérêt à la lecture de Jacques Ellul, dont la pensée n'était pas éloignée de celle d'Illich. Nous avions même commencé avec lui un débat de vive voix, qui aurait pu se prolonger, en dépit de certains désaccords. Ellul, déçu de son expérience bordelaise d'après-guerre, ne croyait plus à la priorité de la médiation politique. Il avait raison certes de ne pas vouloir être assujéti au « *plus froid des monstres froids* » et de mettre l'accent sur les choix éthiques des citoyens. Mais quitte à repenser les fondements de la *res publica*, il fallait bien aborder en termes nouveaux la constitution d'un État.

En terminant cette brève évocation de quelques figures de la pensée qui accompagnèrent nos débuts, je suis bien conscient d'avoir laissé de côté beaucoup d'autres penseurs qui furent pour nous décisifs. Je pense à Pierre Boutang, Claude Bruaire, François Perroux, tous ceux que nous avons interrogés, discutés et parfois même contrés, non sans audace. Raymond Aron, par exemple. Ils ont été suivis – puisqu'ils sont disparus aujourd'hui – par les représentants d'autres générations. Je me permettrai un dernier souvenir, celui de René Girard, dont nous avons accueilli les travaux novateurs et qui a eu plaisir à nous rencontrer, jusqu'à nouer avec nous des liens jamais démentis. Ainsi, notre engagement politique s'est-il montré, dès le départ, solidaire d'une réflexion en phase avec ce qu'il y avait de plus caractéristique des défis de notre époque. D'autres se profilent, qui s'avèrent redoutables. Le combat des idées ne s'identifie pas à un long fleuve tranquille. ■

(1). Cf. *Royaliste* 1143 du 17 avril 2018

Pour préparer l'avenir, il faut établir une nette distinction entre le passé révolu et les facteurs permanents, négatifs et positifs, d'où procède le mouvement de l'histoire. Ce mouvement, saurons-nous l'orienter ?

L'avenir, pour longtemps

D'abord, pointer ce qui ne sera jamais plus. Notre aventure a commencé dans un monde en proie à la Guerre froide et hanté par la menace d'anéantissement nucléaire, dans une Europe coupée en deux par le Rideau de fer, dans une France qui vivait encore selon les promesses d'une croissance récusée par la révolte étudiante de Mai 1968. Cette France gaullienne était une nation de vainqueurs, qui portait les traces des souffrances et des déchirements de l'Occupation et où beaucoup de citoyens partageaient l'espérance catholique ou celle, concurrente, du communisme.

Cette époque est révolue : la Guerre froide est un souvenir presque effacé, les Trente Glorieuses ont été mythifiées dans l'oubli des guerres d'Indochine et d'Algérie, la pratique catholique est devenue minoritaire et le communisme survit dans la marginalité.

Nous avons tenu la chronique de ces immenses bouleversements tout en dénonçant les promesses de substitution : celle de la supranationalité, sur le mode du fédéralisme européen ; celle, ultralibérale, du Marché mondialisé. Il est clair aujourd'hui que les nouveaux récits n'ont pas tenu leurs promesses : l'Europe fédérale ne se fera pas et le mouvement de démondialisation est largement engagé. La nation française a résisté, dans une Europe où nous avons vu naître ou renaître, après l'effondrement de l'Union soviétique, des États nationaux qui définissent tous ensemble l'identité européenne selon une même civilisation.

Cette résistance des nations ne va pas, dans notre pays, sans un affaiblissement des éléments constitutifs de notre collectivité. Les trois Constitutions – politique, administrative et économique – qui ont formé le socle de l'ambition gaullienne ont été ébranlées par l'oligarchie et l'ultralibéralisme, l'enseignement public est sinistré, la laïcité est contestée par les réactions identitaires, l'unité nationale est menacée par de multiples fragmentations.

Sans céder au déclinisme, nous avons souligné les dangers qui menacent notre existence collective tout en montrant que rien n'est perdu. Il y a dans le peuple français une capacité de dévouement que la crise sanitaire a mise en valeur, un sens toujours aigu du service public, une forte conscience historique et une vitalité intellectuelle dont nous



GERARD GUILLAUME

Journées royalistes de 1979. Une pléiade d'invités s'y succèdent : philosophes, journalistes, hommes politiques... Une communauté d'idées s'est constituée autour de la NAR et le travail se poursuit.

sommes les témoins enthousiastes. En philosophie, en histoire, en anthropologie, en économie, en épistémologie, en écologie, nous trouvons ample matière à mieux comprendre le monde et à le transformer.

[Le monde qui se dessine]

Ces assurances vont nous permettre de vivre sans émois exagérés les effondrements depuis longtemps annoncés :

Selon toute probabilité, ce qui devrait s'effondrer, ce n'est pas la puissance des États-Unis, mais le mythe

de la superpuissance américaine. Tant mieux. Nous avons toujours souhaité un monde multipolaire au sein duquel la France pourra retrouver son rang.

Ce n'est pas la mondialisation des enjeux qui va disparaître mais la globalisation financière et le mythe du grand marché planétaire. Tant mieux. Nous avons toujours voulu une coopération équitable entre les nations.

C'est l'Union européenne érigée en empire des normes bureaucratiques qui est minée par ses contradictions et par les injustices qu'elle engendre. Tant mieux. Nous nous sommes toujours

Nos filiations

Née d'une scission, la Nouvelle Action royaliste a très vite largué les amarres idéologiques qui enfermaient le royalisme dans un passé reconstruit et pimenté d'extrémisme littéraire. Puis elle a, chemin faisant, trouvé les sources qui lui ont permis de se situer dans l'histoire politique nationale.

Toujours proche des sources juive, grecque et romaine, la Nouvelle Action royaliste s'inscrit dans plusieurs filiations qui se prolongent dans ses débats internes comme dans les débats nationaux :

L'idée grecque, romaine et chrétienne-médiévale du gouvernement mixte réunissant dans la République les différents modes d'exercice du pouvoir politique.

La pensée des légistes de la monarchie

française quant à la légitimité et à la souveraineté.

Le projet unitaire et pré-laïque du parti des Politiques au XVI^e siècle.

L'œuvre des monarchiens, principaux auteurs de la Déclaration de 1789, et des monarchistes libéraux pendant la Révolution française, lors de la Restauration puis pendant la monarchie de Juillet.

Le travail théorique et pratique des catholiques sociaux au XIX^e siècle.

Les principes énoncés par le Programme du Conseil national de la Résistance et dans le Préambule de 1946.

La pensée gaullienne, quant à la légitimité, aux différents modes de souveraineté, à la Participation. ■

placés dans la perspective d'une grande Europe continentale.

C'est l'oligarchie politique, médiatique et financière qui est mise en procès par une grande partie du pays. Tant mieux. Mais la partie n'est pas gagnée car nous sommes encore prisonniers du conflit entre oligarques et populistes.

« La France doit au monde une révolution » disait Georges Bernanos et il est clair que la révolution à venir est à concevoir pour notre nation et pour l'humanité. Nous nous sommes placés dans la dynamique des révolutions de 1789, de 1830, de 1944-1945 et de 1958. Celle que nous avons à préparer et à réussir ne ressemblera guère à celles du passé. Certes il faudra, par le jeu démocratique, opérer un vaste renouvellement des élites de notre pays, rétablir l'indépendance nationale, reconstruire l'économie nationale selon l'impératif de justice sociale. Mais le monde qui se dessine n'est plus celui des guerres européennes et des confrontations entre blocs. Nous sommes déjà entrés dans un monde où les épreuves climatiques et pandémiques vont dominer les rivalités entre les grandes puissances. Pour que l'influence de la France soit décisive, il faudra que les nouvelles élites conçoivent un nouveau mode de développement et qu'elles en fassent une application exemplaire dans notre pays : la planification démocratique ne peut réussir sans des syndicats puissants, des collectivités territoriales fortes et des citoyens pleinement réintégrés dans une collectivité nationale où la représentation parlementaire jouera à nouveau son rôle.

[Nous assumer comme un lieu de débat et d'impulsion]

Dès lors se pose la question cruciale : comment la Nouvelle Action royaliste peut-elle espérer tout à la fois faire une révolution et instaurer une monarchie royale, alors qu'elle est une toute petite organisation, pauvre de moyens, dotée d'un journal au tirage de modestes dont le titre peut sonner comme une provocation ?

Il faut d'abord que nous gardions une claire conscience de nos limites, ce qui nous a permis jusqu'à présent d'éviter les maladies propres aux petits groupes : dérive sectaire, lecture paranoïaque du monde, culte du gourou. D'ailleurs, si par accident extraordinaire, la NAR devenait un parti de masse, elle nuirait *ipso facto* au Prince en créant un risque d'identification entre le parti royaliste et la personne royale qui doit être un recours pour toute la nation.

Il faut aussi que nous poursuivions notre évolution. Nous avons survécu à la crise générale du militantisme grâce à la densité de notre travail intellectuel – mais pas seulement car nous



Nous assumons toute l'histoire de France, sans retrancher ce qui nous déplaît comme le font les réactionnaires, mais en préservant notre liberté, dans l'éloge comme dans la critique.

aurions pu cultiver un entre-soi idéologique. Au contraire, nous n'avons cessé d'élargir le cercle de nos relations intellectuelles et militantes, par le moyen des colloques et des conférences, par l'action syndicale et associative, par la participation aux affaires publiques – si bien que la Nouvelle Action royaliste est devenue un lieu de rencontre entre des personnalités, des groupes et des réseaux d'une grande diversité. La NAR est et restera un mouvement très classiquement structuré avec ses adhérents, son Conseil national et son congrès mais le public des Mercredis est et restera, dans sa grande majorité, composé de personnes qui ne sont pas adhérents. De même, l'équipe qui rédige *Royaliste* est certes dirigée par trois membres du Comité directeur de la NAR, mais aujourd'hui beaucoup de rédacteurs ne sont pas adhérents et certains ne sont pas royalistes.

[Favoriser l'émergence du parti des Politiques]

Cette ouverture à divers courants et sensibilités politiques ne masque pas la volonté de prendre la tête d'un rassemblement. Nous avons toujours dit à nos alliés que notre identité royaliste ne nous permettait pas de jouer les fédérateurs, tout en faisant valoir que la plus ancienne tradition politique de notre pays devait avoir sa place et jouer son rôle dans un rassemblement patrio-



tique et républicain. C'est d'autant plus facile que la NAR est un mouvement qui ne retranche pas mais qui ajoute. La monarchie royale ajoute à la V^e République en résolvant ses contradictions, le projet politique de notre mouvement reprend et prolonge l'œuvre entreprise à la Libération et nous ne cessons de dire que nous assumons toute l'histoire de France, sans retrancher ce qui nous déplaît comme le font les réactionnaires, mais en préservant notre liberté, dans l'éloge comme dans la critique.

Cette manière d'être dans l'histoire et cette volonté de reprendre l'aventure historique place la NAR dans la mouvance qui s'est tour à tour définie comme gaulliste de gauche, national-républicaine, puis comme Pôle républicain, et, à tort selon nous, comme « souverainiste ». Nous voyons cette mouvance comme une résurgence du parti des Politiques, aussi résolument hétérodoxe en économie que soucieuse de justice sociale. La NAR est d'autant plus partie prenante dans ce rassemblement virtuel que sa réflexion est nourrie des apports de la recherche savante en philosophie politique, en histoire, en économie, en sociologie... et qu'elle est en elle-même un lieu de dialogue entre différentes écoles et courants.

Ces convergences et alliances sont d'autant plus faciles que la NAR prend appui sur le socle commun des principes qui sont au fondement de notre État de droit et qui permettent de promouvoir le développement harmonieux de relations de tous ordres au sein de l'internationale des nations. La NAR défend et veut que soient appliqués les principes affirmés par la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Charte de l'ONU, la Déclaration de Philadelphie, la Charte de La Havane, la Déclaration de Stockholm et, pour ce qui concerne la nation française, par la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen et par le Préambule de 1946.

[Travailler au programme de reconstruction du pays]

Nous formons en effet un intellectuel collectif qui a développé une pensée que nous estimons cohérente mais qui n'est pas figée dans une dogmatique. Il n'y a d'ailleurs pas lieu de se voter des félicitations. Les dialectiques qui sont à l'œuvre à la NAR sont un héritage multiséculaire dont nous ne cessons d'explorer les richesses et les contradictions.

Cet intellectuel collectif estime qu'il faut penser le Politique selon les principes fondamentaux de légitimité et de

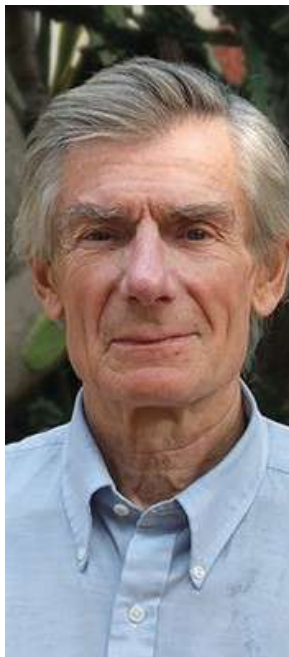
souveraineté et faire vivre ces principes selon un système de médiation articulant la Nation, le Pouvoir et l'État. Cette tâche de réflexion n'aurait pu être menée à bien sans les travaux de philosophes et d'historiens de la philosophie que la NAR cite régulièrement.

Cet intellectuel collectif connaît et supporte trois tensions :

- La tension entre un projet de politique économique industrialiste d'inspiration colbertiste et, plus récemment, keynésienne et une critique fondamentale de l'économie politique issue des courants contestataires des années soixante. Cette tension, très forte au siècle dernier, se résorbe dans le projet de planification écologique sur lequel nous travaillons depuis plusieurs années.
- La tension entre le projet de gouvernement mixte repris de l'aristotélisme médiéval et la tradition étatique des légistes de la monarchie : elle se retrouve dans le conflit des interprétations de notre Constitution – l'une libérale-parlementariste, l'autre étatique-présidentieliste.
- La tension entre le mouvement centralisateur de la monarchie capétienne puis des régimes qui lui ont succédé et les idées décentralisatrices qui se sont concrétisées après la victoire de la gauche en 1981.

Il est à noter que la NAR ne connaît pas de conflits religieux en son sein, ce qui lui permet d'accueillir les représentants de toutes les religions et d'être attentive à toutes les théologies, selon son principe de neutralité bienveillante. Il est probable, en revanche, que la mise en place d'une politique de planification et de nationalisation réveillerait une tendance plus axée sur le développement de l'initiative privée.

Connaître l'histoire de ces tensions et les faire vivre aujourd'hui nous permet d'apporter notre contribution au programme de reconstruction du pays. À cet égard, la NAR ne se présente pas comme une avant-garde dépositaire de solutions miraculeuses mais comme un lieu de concertation sur les politiques à reprendre et sur les innovations à mettre en œuvre pour sortir de l'impasse ultralibérale. La NAR n'a rien inventé en matière de planification, de politique sociale, de protectionnisme, de politique étrangère, mais elle milite et continuera de militer avec diverses personnalités et organisations pour la mise en cohérence de ces nécessités selon le principe de souveraineté. Cette mise en cohérence peut s'accomplir dans le cadre des institutions de la V^e République – que la NAR propose de réformer sur plusieurs points – mais nous ne cesserons d'affirmer que la ré-institution de la monarchie présidentielle de type gaullien peut trouver son accomplissement dans la monarchie royale dès lors que le peuple souverain y consentirait.



Le gaulliste Olivier Germain-Thomas, le socialiste Jean-Pierre Chevènement et le communiste Anicet Le-Pors ont participé aux événements organisés par la NAR. Une préfiguration de ce parti des politiques que les royalistes souhaitent favoriser.

[Redonner sa place au royalisme parmi nos grandes familles politiques]

Organisation démocratique, la NAR redoute le régime exclusif des partis mais affirme que ceux-ci sont indispensables pour organiser le débat politique et favoriser l'expression du suffrage universel. C'est pourquoi notre mou-

Par son rôle dans la mémoire de la nation, par son dévouement à l'intérêt général, la Nouvelle Action royaliste veut prendre part à la reconstruction du pays et à la réaffirmation du rang de la France dans le monde.

vement a souhaité que les grands partis politiques français se préoccupent de revivifier leurs traditions intellectuelles au lieu de se perdre dans l'électoratisme et dans les mirages de la communication. L'autodestruction des partis de droite et de gauche s'est produite et nous plaçons pour la reconstruction de formations politiques selon les traditions libérale, socialiste, conservatrice, communiste qui coexistent, s'opposent et parfois s'associent au fil de l'histoire...

La NAR, qui n'a cessé de faire bon accueil aux représentants de ces traditions, peut contribuer comme elle l'a déjà fait à leurs réflexions en exerçant sa fonction critique. Elle peut accomplir cette tâche d'autant plus sereinement que le royalisme organisé est voué à disparaître dès l'instauration de la monarchie royale.

La NAR entend, pour sa part, contribuer à ce que le royalisme, présent jusqu'au début du siècle dernier au Parlement et qui a donné au pays des hommes politiques de premier plan, sous la monarchie et sous la République, retrouve toute sa place, à côté des autres traditions politiques, au sein de notre démocratie.

[Contribuer à la formation des nouvelles élites]

Par ses publications et par ses conférences, la NAR a pour ambition de contribuer à la formation des nouvelles élites. Il ne s'agit pas de pratiquer un « entrisme royaliste » dans les institutions mais de développer le sens de la *res publica* chez ceux, royalistes ou non, qui se destinent au service de l'État, au service des collectivités décentralisées, à l'action syndicale, à la vie associative.

Cela ne signifie pas un effacement de la Nouvelle Action royaliste. Notre mouvement ne se contente pas de souhaiter un rassemblement national-républicain ou plus précisément gaullien : il entend y militer activement et souhaite participer en tant que tel à un gouvernement dès lors que ce rassemblement aurait remporté les élections législatives. Par son rôle dans la mémoire de la nation, par son dévouement à l'intérêt général, la Nouvelle Action royaliste veut prendre part à la reconstruction du pays et à la réaffirmation du rang de la France dans le monde. ■

YVAN AUMONT,
directeur général de la NAR.

Mgr le comte de Paris : le recours



La monarchie n'est pas seulement une institution nécessaire et une solution possible : c'est encore et surtout un pouvoir incarné. Alors que la politique se perd très souvent en idéologies abstraites, la monarchie apparaît comme un régime à visage humain. Chez nos voisins européens qui ont adopté cette forme de gouvernement, par delà les constitutions ou la « personnalisation du pouvoir », le Prince instaure spontanément une relation visible, réelle, entre le pouvoir et le peuple. Chaque citoyen peut se reconnaître dans une personne vivante qui incarne à la fois le passé de la nation, l'avenir de son projet et sa volonté présente. Il suffit d'observer le lien profond qui unit les citoyens de ces pays et leurs familles royales pour le constater.

Telle est la vocation du prince Jean, comte de Paris. Chef de la Maison de France, héritier de nos rois capétiens, descendant direct de Louis-Philippe, le dernier roi des Français, il incarne à la fois une légitimité historique, une volonté de continuer à servir le pays et d'œuvrer à son unité.

Né en 1965, le comte de Paris est, depuis toujours, un homme engagé dans la vie économique, sociale et culturelle. Soucieux des questions de défense, il est actif dans la réserve opérationnelle, avec le grade de colonel. Il a servi pendant plus de dix ans dans de grandes institutions juridique et financières de niveau international et effectué de nombreuses missions de conseil à travers le monde. Depuis 2007, il est fortement impliqué dans les actions de mise en valeur du patrimoine aussi bien naturel (gestion fo-

restière), qu'historique. En 2019, il a pris la présidence d'honneur de la Fondation Saint-Louis qui est chargée de valoriser le patrimoine de la famille d'Orléans.

Marié depuis 2009, le prince Jean est le père de cinq enfants. Il a des liens de parenté directs avec la plupart des familles royales européennes.

Le comte de Paris ne cesse d'exprimer, par sa réflexion et par ses actes, sa volonté de servir son pays – quelle que soit par ailleurs la forme des institutions. Il s'inspire en cela de l'exemple de sa famille, et en premier lieu de son grand-père, Henri, comte de Paris (1908-1999), qui accomplit plusieurs missions diplomatiques importantes pour la III^e République, dans les années précédant la Seconde Guerre mondiale, puis sous la V^e République, période durant laquelle des relations de haute estime le lièrent avec le général de Gaulle. C'est dans cet esprit que l'actuel comte de Paris a récemment reçu les présidents des Républiques française et italienne au château d'Amboise, pour œuvrer à l'amitié entre les deux pays. Et c'est également dans cet esprit qu'il intervient régulièrement dans la presse sur les grandes questions de politique intérieure ou internationale.

Si le comte de Paris peut apparaître comme un recours et comme un rassembleur, **c'est parce qu'il est un homme libre**, libre de toute attache partisane ou idéologique, animé par le seul souci de l'intérêt national et du long terme.

C'est en effet cette liberté de penser et d'agir qui ont fait dans le passé la force, la légitimité et la popularité de nos rois capétiens. ■

Un prince au service de son pays

Le prince Jean d'Orléans, né le 19 mai 1965, est le fils d'Henri d'Orléans, comte de Paris, et de Marie-Thérèse de Wurtemberg. Au décès de son père, en janvier 2019, il est devenu le chef de la Maison de France et a repris le titre de comte de Paris, qui appartient à sa famille depuis son aïeul Hugues Capet.

L'actuel comte de Paris descend de Louis XIII, du régent Philippe d'Orléans et de Louis-Philippe I^{er}, dernier roi des Français. Par sa grand-mère paternelle, Isabelle d'Orléans-Bragance, il est apparenté aux familles royales du Portugal et du Brésil.

Étudiant à la Sorbonne, où il obtient une maîtrise de philosophie en 1989, également titulaire d'une maîtrise de droit, il se spécialise dans les relations internationales et complète sa formation par une maîtrise du droit des affaires (MBA), délivrée par l'université de Los Angeles en 1994.

Comme il est de tradition dans la famille royale, le Prince effectue son service national comme officier à l'école de cavalerie de Saumur, puis au 7^e régiment de chasseurs d'Arras. Bon connaisseur des questions militaires et stratégiques, il est, depuis 2015, colonel de réserve dans l'Armée française. Il poursuit ensuite une carrière professionnelle comme consultant dans l'industrie pétrolière, comme conseiller financier chez Deloitte, puis comme gestionnaire de projets au sein du réseau des Banques populaires. Le Prince se consacre aujourd'hui à la gestion du patrimoine de la Maison de France, et notamment à la valorisation du domaine forestier de Thiérache et à l'administration de lieux de mémoire, comme le château d'Eu. Il est président d'honneur de la Fondation Saint-Louis, qui regroupe les propriétés appartenant aux héritiers de Louis-Philippe.

Engagé dans la vie publique depuis les années 80, le comte de Paris a créé en juin 2003 l'association Gens de France, qui soutient ses actions en faveur de la France et de son rayonnement international. Dans ce cadre, il a effectué de nombreux déplacements en France et à l'étranger (comme en Pologne en 2007, au Québec en 2008 à l'occasion du 400^e anniversaire du Canada français, au Liban en 2002 et 2010...). En 2019, le Prince a reçu au château d'Amboise les chefs d'État français et italien, à l'occasion d'un hommage à Léonard de Vinci, rencontre qui a grandement contribué à ressouder les liens d'amitié entre les deux pays. Gens de France poursuit également un programme d'actions auprès des jeunes en difficultés.

Marié depuis 2009, père de cinq enfants (Gaston, Antoinette, Louise-Marguerite, Joseph et Jacinthe), le comte de Paris est présent et engagé dans des domaines comme la défense de l'environnement, l'éducation et la promotion de la francophonie. ■



« Le royalisme de la NAR s'inscrit dans une perspective démocratique »

Entretien avec OLIVIER DARD.

L'historien Olivier Dard, professeur à la Sorbonne, spécialiste de l'histoire des idées politiques, est un invité régulier de nos Mercredis. Il a bien voulu dresser un premier bilan de nos 50 ans de combat politique.

Royaliste : Comment situez-vous la NAR dans l'histoire du royalisme français ? Son lien revendiqué avec les monarchiens et les monarchistes constitutionnels du XIX^e siècle est-il pertinent aux yeux d'un historien ?

Olivier Dard : Je n'oublie pas que la NAR (née en 1978) est l'héritière de la NAF (Nouvelle Action française, lancée en 1971) et donc qu'elle est le produit de ce que l'on pourrait appeler une double dissidence. La première, s'opère par rapport à une maison mère jugée complètement sclérosée, mais qui a profondément marqué l'histoire du royalisme français au XX^e siècle et que, sur fond d'après 1968, les jeunes créateurs de la NAF escomptent réenchanter en procédant à un *aggiornamento* dont la revue *Arsenal* donne la mesure.

Mais si l'histoire des débuts de la NAR est imbriquée dans celle de la NAF, force est de constater qu'au fil des années la NAR porte d'autant mieux son

nom qu'elle a marqué sa rupture avec un héritage maurrassien qu'elle n'a plus voulu reprendre à son compte, y compris, comme l'avait fait la NAF, en exerçant un droit d'inventaire : la NAR est au fond une auto-dissidence. Ce choix s'est doublé d'un repositionnement des références et des expériences mises en avant, à travers les figures des « monarchiens » de l'époque révolutionnaire et des monarchistes constitutionnels du XIX^e siècle.

Ce choix s'est doublé d'un repositionnement des références et des expériences mises en avant.

Ce choix serait-il celui de l'orléanisme ? Oui me semble-t-il si, pour reprendre des catégories bien connues de l'histoire des droites du XIX^e chères à René Rémond, il s'agit de marquer des différences avec le légitimisme ou le bo-

napartisme. Mais l'orléanisme ne se résume pas, surtout après les années 1870-1880, à la défense d'une monarchie constitutionnelle, alors que la vocation de la NAR est explicitement royaliste. Je dirais aussi que le projet de cette dernière, hybride comme souvent, reprend aussi à son compte des thématiques chères à d'autres sensibilités royalistes plus conservatrices, comme une méfiance, pour ne pas dire plus, vis-à-vis du libéralisme économique, ou une défense des corps intermédiaires comme de la décentralisation.

En ajoutant enfin – et c'est en cela que l'histoire des idées et de leurs chemine-ments est toujours compliquée et fascinante – que ces thématiques ont pu être portées par d'autres forces politiques. Concrètement, par exemple, rien ne prédestinait les socialistes français à se faire les chantres de la décentralisation, ni les royalistes de la NAR à les soutenir dans ce combat.

Inspirée par Aristote et Polybe, la NAR se définit comme royaliste et républicaine. Cette définition vous paraît-elle pertinente ?

Je sais bien que la NAR proclame s'inscrire dans la tradition française de la République, une République « *classiquement conçue* » selon elle « *comme service de l'intérêt général dans le souci du Bien commun* ». Je sais aussi que la NAR fonde sa pensée et son action sur les principes repris ou adoptés par la République française mais aussi ses symboles (Déclaration des droits de l'homme de 1789, *Marseillaise* etc.). Le monarchisme de la NAR n'a de ce fait rien à voir avec un projet contre-révolutionnaire et s'inscrit dans une perspective ouvertement démocratique.

Toutefois, les deux termes de « royaliste » et de « républicain » semblent à première vue incompatibles si on songe à l'histoire politique de la France et notamment à celle de « l'idée républicaine ». Elle s'est construite, comme l'a montré Claude Nicolet, contre l'héritage monarchiste, entendu non seulement en regard de l'histoire politique de la France mais aussi de celui de l'histoire des concepts politiques si on songe à Hérodote et à la distinction célèbre entre les trois formes de gouvernement, monarchie oligarchie démocratie. Pour un républicain de « tradition », monarchie et démocratie sont incompatibles. De fait, la III^e République comme la IV^e ont imposé un « *modèle républicain* » (selon le titre du collectif dirigé par Serge Bernstein et Odile Rudelle) dominé non seulement par le parlementarisme, mais aussi par le rejet d'une incarnation du pouvoir dans un dirigeant, président du conseil ou président de la République.

Le spectre du 2 décembre 1851, l'épisode du général Boulanger et ses liens avec les monarchistes, et, après 1944, le repoussoir incarné par le Maréchal Pétain et l'État français ont joué à plein pour discréditer l'idée d'un exécutif fort, bloquant les projets de réformes de l'État. Ils n'ont finalement abouti qu'en 1958, puis en 1962, avec la V^e République, posant la question du caractère « républicain » de ce nouveau régime (il est dénié par nombre de ses opposants de gauche au tournant des années 1960) et plus encore celle d'un « nouveau modèle républicain ».

Pour le dire crûment, la V^e, reprenant et mettant enfin en forme constitutionnelle non seulement le discours de Bayeux mais aussi des projets de réforme de l'État largement débattus dans les années trente, était considérée comme une antithèse de la « *République des républicains* », pour reprendre une formule bien connue, en même temps qu'avant la NAR, elle a pu rallier des monarchistes comme Pierre Boutang et certains de ses amis de *La Nation française*.

La NAR est-elle fondée à se reconnaître l'héritière d'une tension, qui a marqué la monarchie capétienne, entre l'idée du gouvernement mixte et une conception plus nettement étatique ?

À mon sens oui, et ce pour plusieurs raisons. D'abord, parce que cette « tension » est une réalité historique, même si, bien souvent, on associe la monarchie à la monarchie absolue, laquelle marqua l'histoire, l'image et la mémoire de la monarchie en France depuis le XVII^e siècle, avec Louis XIV, le « Roi soleil ». Rappelons tout de même que si l'absolutisme fut une séquence essentielle de l'histoire française, il ne fut pas la seule expression de la monarchie, qu'il s'agisse du Moyen Âge et du « *roi très chrétien* » (Saint Louis) ou de la Renaissance. L'absolutisme fut aussi un phénomène européen, de l'Espagne à l'Angleterre, terre de révolutions avant la France. Le débouché de la « *Glorieuse Révolution* » de 1688 est une forme de régime mixte qui n'a cessé d'évoluer, sans crises majeures, jusqu'à nos jours, même si le temps de la « *prérogative royale* » est depuis longtemps révolu.

L'absolutisme ne fut pas la seule expression de la monarchie française, qu'il s'agisse du Moyen Âge ou de la Renaissance.

Pour en revenir à la France, se pose chez les royalistes français à la fois la question de ce que pourrait être le monarque modèle, mais aussi un rapport plus général à l'histoire nationale et à la césure révolutionnaire. On rappellera, en citant Tocqueville, à quel point l'Ancien Régime et la Révolution ne sont pas des mondes aussi étanches qu'il y paraît ; et ce, quel que fut le rejet des défenseurs du premier pour la seconde et la volonté des partisans de cette dernière de l'inscrire comme une rupture radicale. Au-delà du fait que des lignes de forces se dessinent sur un temps long, notamment par rapport à la politique de centralisation étatique conduite par des intendants ou des préfets, il faut considérer aussi l'importance de certains événements comme la fête de la Fédération (1790) qui est au cœur de la célébration du 14 juillet, ce qu'on a tendance à oublier. Or, cette cérémonie de 1790, fort bien documentée par une iconographie foisonnante, donne à voir un monarque en prise, et j'ajouterais même, à ce moment-là, en phase avec le pays ce qui aurait pu augurer de la pérennisation d'un gouvernement mixte.

Le projet de monarchie constitutionnelle dont se réclame la NAR peut-il, en dehors d'elle, reprendre consistance ?

Je n'en suis pas du tout convaincu dans la mesure où pour que la monarchie ait un avenir, il faudrait pouvoir discerner un intérêt de la société française pour une incarnation contemporaine de cette

dernière. Notamment un prétendant crédible. Ce n'est pas le cas. Si on songe par exemple au cas d'Henri comte de Paris (décédé en 1999), on rappellera que ses ouvrages parus durant les années trente ou, plus près de nous, les *Mémoires d'exil et de combat* dont la NAR avait abondamment rendu compte à leur sortie en 1979 et enfin la publication de sa correspondance avec le général de Gaulle, ont connu un écho certain dans l'opinion. On mesure à quelques décennies de distances l'évolution d'une situation qui a vu s'éloigner, au fil du temps, l'espérance d'une restauration monarchique.

Faudrait-il y voir aussi la marque du caractère monarchique de la V^e République qui comblerait au fond un vide et priverait ainsi les royalistes de tout espoir politique ? La chose n'est pas si simple car la V^e, qualifiée régulièrement de « *monarchie républicaine* », a elle-même évolué en se présidentialisant de plus en plus au cours de ces quinze dernières années. Une présidentialisation qui signifie une omniprésence du chef de l'État qui occupe l'essentiel de l'espace politique et médiatique au détriment du gouvernement et d'abord d'un premier ministre devenu depuis Nicolas Sarkozy un « *collaborateur* ». Nous sommes loin de la République gaullienne. Quant au Parlement, force est également de constater que son rôle s'est amenuisé au fil du temps.

Pourtant, une lecture plus parlementaire de la Constitution de 1958 serait juridiquement praticable si les acteurs politiques et institutionnels entendaient la mettre en place en revenant d'ailleurs sans doute sur la réforme du quinquennat qui a vicié, à mon sens, le fonctionnement de nos institutions. C'est peut-être ce que pourrait être cette « *monarchie constitutionnelle* » à laquelle votre question fait référence et qui verrait un chef de l'exécutif aux pouvoirs juridiquement établis et reconnus diriger le pays en s'appuyant sur un gouvernement et des assemblées qui joueraient pleinement leur rôle au lieu de vivre dans un système comme le nôtre, marqué par un déséquilibre flagrant et une présidence hydrocéphale.

Cette nouvelle configuration pourrait aussi s'appuyer sur une décentralisation effective (le sujet vous est cher) qui permettrait non seulement de rapprocher davantage les citoyens des pouvoirs (la pandémie a montré les demandes de la société en la matière), mais aussi de réenraciner la politique au quotidien et de lutter ainsi contre un désintérêt et un découragement croissant d'une société dont des pans entiers font sécession, une sécession qui se matérialise soit par l'abstention, soit par des mouvements de protestation profonds mais en mal de structuration, comme les Gilets jaunes. ■

Propos recueillis par Bertrand Renouvin.

Engagez-vous !

Qu'est-ce que la NAR ?

■ **Un mouvement royaliste.** – La Nouvelle Action Royaliste est un mouvement politique qui rassemble des hommes et des femmes autour d'une même fidélité à la Maison de France et à son chef, le comte de Paris et d'un même projet : l'instauration d'une monarchie démocratique et parlementaire. Alors que le chef de l'État est actuellement l' élu d'un camp contre un autre camp, au risque de l'arbitraire et de divisions accrues entre les Français, la royauté en France renforcerait l'unité de la nation dans le respect de la liberté de chacun, assurerait l'indépendance nationale, garantirait la continuité de l'État et instituerait un arbitrage qui est la condition première de la justice sociale.

■ **Des citoyens engagés dans la France d'aujourd'hui.** – Les royalistes de la NAR sont des citoyens à part entière qui participent à la vie politique du pays dans tous les domaines et aux niveaux les plus divers : élections nationales ou locales, mandats syndicaux, participation à la vie universitaire, associative, économique dans leurs régions. Ils viennent de tous les horizons politiques : non seulement du royalisme traditionnel, mais aussi du gaullisme, du socialisme... Des adhérents de tous âges et de toutes catégories sociales travaillent ensemble au sein de la NAR.

Nous contacter

■ Nous écrire :

La Nouvelle Action Royaliste
Bloc C - B.A.L. 13.
36-38 rue Sibuet,
75012 - PARIS

■ Téléphone : 06 43 11 36 90

■ Internet :

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

■ Suivre nos actualités :

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/>
Dialoguer avec nous sur Facebook

■ Ou nous suivre sur

Twitter : @NARoyaliste



50 ans de combats pour l'indépendance nationale, la justice sociale et le renouveau politique

– **avril 1971** : création de la NAF qui deviendra NAR en 1978. Le nouveau mouvement marque sa volonté de renouveler la pensée royaliste et d'ouvrir le dialogue avec l'ensemble des forces politiques et sociales.

– **1971-1972** : vigoureuse campagne contre la Nouvelle droite et la résurgence des idées racistes.

– **février 1974** : campagne en faveur de Soljenitsyne et des dissidents soviétiques. Dialogue avec Maurice Clavel et « les nouveaux philosophes ».

– **mai 1974** : la NAR relaie la candidature de Bertrand Renouvin à l'élection présidentielle, qui procure au mouvement et à son journal une audience nouvelle.

– **1977-1978** : présentation de listes aux élections municipales de Paris et de candidats aux législatives.

– **11 mai 1981** : appel à voter François Mitterrand pour l'élection présidentielle.

– **juin 1986** : campagne contre le projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France.

– **1987** : soutien à l'action du comte de Paris lors des cérémonies organisées pour le Millénaire capétien.

– **novembre 1988** : la NAR appelle à voter « Oui » au référendum sur la Nouvelle Calédonie.

– **1991** : participe aux discussions pour l'élargissement de la majorité présidentielle.

– **mai 1995** : refus de choisir entre Chirac et Jospin au deuxième tour de l'élection présidentielle et préconise le vote blanc.

– **mars 1999** : campagne contre la guerre en ex-Yougoslavie menée sous le couvert de l'Otan.

– **septembre 2000** : campagne pour le « Non » au quinquennat.

– **mai 2002** : engagement dans la campagne de Jean-Pierre Chevènement pour l'élection présidentielle.

– **2003** : campagne contre la guerre en Irak.

– **mai 2005** : campagne pour le « Non » au référendum sur le Traité constitutionnel européen.

– **2006** : participation aux manifestations contre le CPE (Contrat de première embauche).

– **novembre 2007** : campagne pour exiger que le Traité de Lisbonne soit soumis à référendum et non au vote des seuls parlementaires.

– **2008** : campagne contre la réintégration de la France dans l'Otan.

– **octobre 2010** : **manifestations contre le projet de réforme des retraites.**

– **2018-2019** : la NAR dénonce la répression du mouvement des Gilets Jaunes et soutient la contestation contre la réforme des retraites

– **2019-2020** : participation à la campagne contre la privatisation d'Aéroports de Paris.

Au sommaire de ce numéro spécial

50 ans de fidélité royaliste, p. 2-3 – Ce que nous sommes, p. 4-5 – Les chemins de l'indépendance, p. 6 – Couronner la démocratie, p. 7 – Changer l'économie, p. 8 – Rebâtir notre société, p. 9 – Un mouvement vivant et divers, p. 10 – Un journal d'opinion, p. 11 – Quelques portraits militants, p. 12 – Un mouvement au travail, p. 13 – Un laboratoire d'idées, p. 14 – Amis et témoins, p. 15 – Royalistes, républicains et gaullistes, p. 16 – Visage des idées, p. 17 – L'avenir pour longtemps, p. 18-19 – Mgr le comte de Paris : le recours, p. 20-21 – « Le royalisme de la NAR s'inscrit dans une perspective démocratique », p. 22-23.

Royaliste

Directeur de la publication : Y. Aumont

Rédaction-administration

Bloc C – B.A.L. 13

36-38, rue Sibuet, 75012 Paris

Téléphone : 06 43 11 36 90

lejournald@nouvelle-action-royaliste.fr

ISSN 0151 – 5772

Édité par la NAR

RNA W751214282

Siret 89789412700017

Imprimé par E.V.I.

752 812 792 R.C.S. PARIS

Dépôt légal à parution.

Rejoignez-nous ! Abonnez-vous !

☐ Je m'abonne à Royaliste

VERSION PAPIER O TROIS MOIS (20 €) O SIX MOIS (30 €) O UN AN (50 €) O UN AN SOUTIEN (120 €)

VERSION PDF O UN AN (40 €) O UN AN SOUTIEN (50 €)

o Je paye par chèque à l'ordre de **Nouvelle Action Royaliste**

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre règlement à
NAR, Bloc C – Boîte 13 – 36-38, rue Sibuet – 75012 PARIS